

RÉSERVES DE CHANGE

Baisse prévisionnelle à moins de 47 milliards de dollars en 2021

P. 24

RÉFÉRENDUM CONSTITUTIONNEL

Chanegriha appelle les personnels de l'armée à être "à la hauteur de la responsabilité constitutionnelle"

P. 3

PROCÈS EN APPEL D'ALI HADDAD

Le Procureur général requiert le durcissement des peines contre les principaux accusés

P. 24

DÉVELOPPEMENT DES ZONES D'OMBRE

Nécessité d'un "recensement exhaustif" à travers le pays

Le Conseiller du président de la République chargé des zones d'ombre, Brahim Merad, a insisté dimanche à Bouira sur l'impératif de lancer un recensement exhaustif et global des zones d'ombre à travers le pays pour pouvoir identifier et répondre aux besoins de leurs populations. C'est au cours du deuxième jour de sa visite de travail à Bouira, que M. Merad a jugé indispensable d'effectuer ce recensement global et détaillé pour pouvoir identifier les besoins des citoyens et aplanir toutes les difficultés qui rangent leur quotidien. "Il y'a plus de huit millions de citoyens qui souffrent dans les zones montagneuses, et frontalières ainsi que sahariennes. Donc il est temps de répondre à leurs besoins pour leur permettre de vivre aisément", a souligné M. Merad.

P. 4

APS



OPEP+

M. Attar participe aux travaux de la 23^{ème} réunion du JMMC

P. 7

EAU-DISTRIBUTION

L'ADE ambitionne de réduire le taux de perte d'eau

P. 4

MARCHÉ DE LA VOLAILLE

Commercialisation progressive de 48.000 tonnes (ONAB)

P. 6

SANTÉ

CHOLESTÉROL

Quelle différence entre LDL et HDL ?

P.p 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1

Débuté par la commission de recours, le président de la JSK compte saisir le TAS



P. 21

INFORMATIQUE - SÉCURITÉ

L'alliance des "Five Eyes" veut accéder aux applications cryptées

P. 17

BLIDA

Coupe d'eau préventive pour préserver la santé des citoyens

P. 2

EL-OUED

3 morts dans un accident de la circulation



Trois (3) personnes ont trouvé la mort dans un accident de la circulation survenu dans la nuit de dimanche à lundi sur la route nationale (RN-16) reliant les wilayas d'El Oued et Tébesa, a-t-on appris des services de la protection civile.

L'accident s'est produit suite à une collision frontale entre deux véhicules touristiques au niveau de l'entrée Est de la commune de Hassi-khalifa (30 km à l'Est du chef lieu de wilaya), causant la mort de trois personnes, a indiqué le directeur de la protection civile, Ahmed Baoudji.

Les corps des trois victimes ont été évacués vers la morgue de l'établissement public hospitalier (EPH) Ben Amor Djilani de la ville d'El Oued, selon la même source. Une enquête a été diligentée par les services de sécurité compétents pour déterminer les circonstances exactes de l'accident.

BLIDA

Coupe d'eau préventive dans deux quartiers pour préserver la santé des citoyens

L'unité de Blida de l'Algérienne des eaux (ADE) a procédé à une coupe préventive de l'alimentation en eau potable, dans deux quartiers de la commune de Blida, pour préserver la santé publique, suite à des plaintes de citoyens suspectant la pollution de cette ressource par des eaux usées, a-t-on appris, dimanche, auprès des services de cette entreprise publique.

Cette mesure préventive a été prise aussitôt après la réception par cette même entreprise et via les réseaux sociaux, de plaintes de certains citoyens suspectant une infiltration d'eaux usées dans le réseau d'eau potable, au niveau des quartiers "Ahmed Chaou" et "Chiri", de Blida, mitoyens à la station du téléphonique.

Des équipes techniques ont été dépêchées en urgence sur les lieux, pour prendre des échantillons de cette eau suspecte, afin de les analyser, a-t-on assuré de même source.

La coupe de l'alimentation en eau potable, au niveau des deux quartiers suscités, sera maintenue "jusqu'à la vérification de la portabilité de cette eau, avant de pouvoir rétablir sa distribution", a précisé la même source, qui a signalé que le laboratoire central et les services techniques poursuivent leur enquête sur le terrain pour découvrir un éventuel site où ces les eaux usées se seraient mélangées à l'eau potable.

L'ADE de Blida informe les habitants des deux quartiers concernés par cette coupe, que des citernes ont été mobilisées pour leur alimentation en eau potable afin d'éviter toute perturbation de nature à affecter la santé des citoyens.

MUSIQUE - DÉCÈS

Décès de Naâma, diva de chanson tunisienne

La célèbre chanteuse et icône de la chanson tunisienne Naama est décédée dimanche à l'âge de 86 ans, rapporte la presse tunisienne. De son vrai nom Halima Bent Laroussi Ben Hassen Escheikh, Naama est née dans la ville d'Azmour (Cap Bon) le 27 février 1934. Aventurière à la voix haute bien frappée, Naâma, possédait un répertoire de près de 500 chansons composées par les plus grands musiciens dont, Mohamed Triki, Chedly Anouar, Ridha Kalai, Salah El Mehdi, Ali Riahi, Kaddour Srafi et Ahmed Hamza, entre autres.

Parmi les chansons qu'elle avait interprétées, "Inti wahdek saken qalbi", " Houa Lasmarr", " Om El Qad Touila ", " Ya Zine Assahra ", " Habibi ya ghali ", " Tous-sant fik el khir " et " Finek ya Ghali ".

La dernière apparition de Naama, fut le 24 juillet 2019 lors du Festival international de Hammamet, où un hommage lui avait été rendu.

OVINS - MALADIES

2 cas de fièvre catarrhale recensés à Souk Ahras



Deux (2) cas de fièvre catarrhale ou maladie de la langue bleue ont été enregistrés dans des élevages ovins de la mecha Remila, dans la commune d'El Machrouha (20 km à l'Est de Souk Ahras), a indiqué l'inspecteur vétérinaire de wilaya, Ahmed Mekitaa.

L'infection de deux ovins a été confirmée par le laboratoire vétérinaire régional de la wilaya d'El Tarf suite à l'analyse d'échantillons prélevés sur cinq (5) ovins d'éleveurs de la localité, a précisé la même source.

Une équipe spéciale de l'inspection vétérinaire a été dépêchée auprès des éleveurs concernés dès l'obtention des résultats de laboratoire pour prendre les mesures nécessaires et prodiguer aux éleveurs les conseils à suivre, a-t-on expliqué.

Les orientations portent sur la pulvérisation de pesticides sur les marécages des zones de parcours et le nettoyage des étables, outre l'interdiction de la vente ou de l'achat d'ovins et de bovins ainsi que du pacage sur les zones humides, a détaillé la même source.

SONATRACH - STARTUPS

Création d'un incubateur universitaire pour les startups à l'université de Ouargla



La Sonatrach a contribué, en compagnie de l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et du développement technologique (AN-VREDET), à la création d'un incubateur universitaire pour les startups au niveau de l'université "Kasdi Merbah" de Ouargla, a indiqué dimanche un communiqué de ce Groupe.

"Afin de renforcer et de valoriser son rôle en tant que partenaire économique et opérateur social, la Sonatrach a contribué, en compagnie de l'AN-VREDET, à la création d'un incubateur universitaire pour les startups au niveau de l'université "Kasdi Merbah" de Ouargla, a précisé le Groupe dans le communiqué publié sur sa page officielle Facebook.

Ce projet vise à valoriser les recherches scientifiques et les différents travaux d'innovation et à les concrétiser, à travers l'accompagnement des porteurs de projets innovateurs pour la création de startups et de PME, a ajouté la même source.

"Sonatrach dispose d'une vision pour accompagner les startups, en leur ouvrant le champ et en leur offrant la chance de chercher et de développer ensemble leurs projets", a déclaré le Président Directeur Général du (P-dg) du Groupe Sonatrach, Toufik Hakkar, conclut le même communiqué.

CHLEF

Mise en échec d'une tentative d'émigration clandestine de 11 personnes



Une tentative d'émigration clandestine à partir de Ténès (55 km au nord de Chlef) de 11 personnes a été mise en échec par les éléments de la Gendarmerie nationale a-t-on appris dimanche de ce corps sécuritaire.

Le capitaine Moumene Guerri a indiqué à l'APS que les éléments de la Gendarmerie nationale ont "interpellé 11 individus âgés entre 18 et 32 ans, qui se préparaient à émigrer clandestinement vers l'Espagne à partir de la plage El Ghizlane de Sidi Abderrahmane".

La mise en échec de cette tentative d'émigration clandestine a été rendue possible grâce à l'exploitation d'informations faisant état qu'un groupe d'individus se préparait à se rendre clandestinement par voie maritime vers l'Espagne.

Un plan a été mis en place portant notamment sur la fermeture et la surveillance des accès vers les plages de Ténès et Sidi Abderrahmane, ce qui a fait avorter cette tentative, a-t-on ajouté de même source.

Outre les 11 personnes interpellées, cette même opération a permis la saisie d'une embarcation pneumatique, un moteur, 220 litres de carburant, des gilets de sauvetage, des sacs à dos, deux pompes à air, une boussole, des téléphones portables et une somme d'argent en devise, a-t-on précisé.

Les mis en cause dans cette affaire seront présentés devant les instances judiciaires de Ténès, a-t-on fait savoir.

LAGHOUAT

3 morts et 6 blessés dans un accident de la route à Aflou (Protection civile)



Trois (3) personnes sont décédées et six (6) autres ont été blessées suite à un accident de la circulation survenu dans la nuit de dimanche à lundi sur la route nationale (RN-47) dans la daïra d'Aflou, wilaya de Laghouat, a-t-on appris auprès des services de la protection civile (PC).

Le drame s'est produit au niveau du lieu dit "Hassi Maârouf" dans le territoire de la commune de Sebga, relevant de la daïra d'Aflou, suite à une collision frontale entre deux véhicules touristiques causant la mort de trois personnes et six autres ont été blessées, selon la même source.

Les corps des victimes de cet accident ont été évacués par les équipes de la protection civile vers la morgue de l'établissement public hospitalier (EPH) Abdelkader Bejara d'Aflou, où ont également admis les blessés, a-t-on précisé.

Une enquête a été ouverte par les services de la gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances exactes de cet accident.

RÉFÉRENDUM CONSTITUTIONNEL

"Edifier un Etat fondé sur l'alternance au pouvoir et consacrer le pouvoir du peuple"

Les quotidiens paraissant à Oran ont, dans leur édition du lundi, souligné que le projet d'amendement de la constitution, objet du référendum de ce 1er novembre, est fondé sur l'alternance au pouvoir et consacre le pouvoir du peuple.

Dans ce contexte, le quotidien "Cap Ouest", a considéré que le projet d'amendement de la constitution est annonciateur d'« une nouvelle ère fondée sur l'alternance au pouvoir » et souligne que "la nouvelle constitution trace les grandes lignes du nouveau mode de gouvernance, avec une limitation des prérogatives du Président de la République, dans un système semi-présidentiel, une promesse électorale commune lors de la campagne de la Présidentielle de 2019." Désormais, "le Président n'aura plus le plein pouvoir. L'amendement vient de barrer la route aux futurs politiciens autocrates, qui peuvent créer une instabilité dans le pays et paralyser les institutions de l'Etat », ajoute en outre le journal, estimant que "plébisciter l'amendement de la révision constitutionnelle le, c'est sonner la fin d'une ère, où tout les pouvoirs étaient détenus par une seule personne. » Pour sa part, le journal "El Djoumhouria" écrit, sous le titre "renforcer la souveraineté du peuple", que le projet d'amendement constitutionnel a consacré de nombreux articles au renforcement de la souveraineté du peuple et à sa participation dans la prise des décisions par le biais d'institutions qu'il aura à élire. « La jeunesse Algérienne » a rappelé que « le projet de l'Algérie nouvelle est entièrement soutenu



par le peuple algérien » et estime que « le référendum sera le prolongement de la glorieuse révolution du 1er novembre et démontrera que le peuple tout entier est favorable à l'Algérie nouvelle, stable et prospère ». Enfin, le quotidien « Ouest Tribune », dans un éditorial portant le titre « consacrer une nouvelle dynamique », relève que la campagne référendaire « dessine la nouvelle Algérie à laquelle aspire le peuple ». Il s'agit d'« une nouvelle dynamique qui consacre déjà une impor-

tante revendication exprimée par la société : l'instauration d'une vraie démocratie participative où le citoyen devient un acteur majeur dans toutes les décisions qui concernent l'avenir de la nation », écrit le journal, ajoutant que cette dynamique entraînera « un processus où le peuple est ainsi l'acteur initiateur, mais aussi décideur dans une nouvelle Algérie qui veut tourner la page du pouvoir personnel et rendre la parole désormais au seul peuple. »

Les animateurs insistent sur l'importance de voter en faveur du projet

Au 12ème jour de la campagne de sensibilisation et d'explication du projet d'amendement de la Constitution, soumis à référendum le 1er novembre prochain, les chefs de partis politiques et acteurs de la société civile ont axé dimanche leurs interventions sur l'importance d'aller voter en force en faveur de ce texte qui mettra fin à la gouvernance unilatérale et donnera chance à la jeunesse. Lors d'un meeting animé à El Bayadh, le secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN), Abou El Fadhel Baadji, a rappelé la position de son parti favorable au projet d'amendement de la Constitution qui, selon lui, "vise la consécration de la pratique démocratique et de la volonté populaire."

Tout en appelant les citoyens à aller voter en faveur de ce projet, Abou El Fadhel Baadji a souligné que "l'amendement du projet de la Constitution reflète et démontre la volonté réelle de mettre fin à la gouvernance unilatérale en Algérie."

Dans ce sens, il n'a pas manqué de saluer la disposition portant limitation, à deux seulement, des mandats du président de la République, tout en estimant que ledit projet "consolide clairement les cadres réglementaires susceptibles de renforcer l'exercice démocratique, les libertés, l'équilibre et la séparation entre les pouvoirs, et constitue une base pour la promotion de l'acte politique et associatif." De son côté, l'Initiative nationale du rassemblement des cadres et acteurs de la société civile pour l'explication du projet de révision de la Constitution a lancé

à partir de Blida une caravane de sensibilisation qui sillonnera trois wilayas, à savoir Blida, Médéa et Djelfa.

L'objectif étant d'"informer et d'expliquer aux citoyens les articles contenus dans le projet de l'amendement constitutionnel, notamment ceux ayant trait aux jeunes et son encouragement à investir le champ politique par le soutien des campagnes électorales, à la constitutionnalisation de la société civile et à l'activation du Conseil supérieur de la jeunesse", a indiqué à l'APS, le coordinateur de cette initiative, Djamel Benzekri. Cette caravane qui sera marquée par la distribution de brochures et d'affiches appelant à l'"impératif de participer" au référendum du 1er novembre prochain, et à l'importance d'exprimer sa voix, sera l'occasion d'expliquer aussi les autres articles relatifs à la démocratie participative, l'indépendance

de la justice, et l'éthique de l'activité syndicale, a-t-il déclaré. L'association "El Irhad wa El Islah" a appelé, pour sa part, lors de la réunion de son bureau, à une forte participation au référendum, mettant, toutefois, l'accent sur le choix du citoyen libre et souverain. L'association a appelé, à ce propos, les citoyens à "placer l'intérêt du pays au-dessus de tout et à rejeter toutes les divergences" dans l'espoir que les efforts s'accumulent et unissent leurs forces pour atteindre des horizons de coopération plus large afin de développer une action démocratique participative.

À Djelfa, le bureau de wilaya de l'association nationale de défense des droits de l'Homme a organisé une conférence de sensibilisation pour appeler les citoyens à aller voter en force. Lors de son intervention, le spécialiste en droit international des droits de l'Homme,

membre et conseiller de l'association, Mohamed M'Hamedi a appelé les citoyens à ne pas renoncer au droit de vote quel que soit le choix. Depuis Tamanrasset, l'Amenoc de l'Ahaggar Ahmed Idabir, qui animait un meeting à la maison de la Culture, a estimé que voter "oui" en faveur du projet d'amendement de la Constitution garantit les droits et le développement dont aspire la population de la région.

Tout en soulignant que l'Etat attache une grande importance ce à la région du Grand-Sud, M. Idabir a fait savoir que la population locale restera toujours fidèle aux différents rendez-vous nationaux décisifs. Il a appelé à ce propos, les citoyens à "donner une chance aux jeunes cadres de la région à accéder à des postes supérieurs, et les exhortant à convaincre leurs proches à aller en force aux urnes et voter "oui".

L'autorisation des rassemblements tributaire de l'application du protocole sanitaire (ANIE)

L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a rappelé, dimanche dans un communiqué, que l'octroi des salles et autres espaces pour abriter les rassemblements et meetings dans le cadre de la campagne référendaire sur le projet d'amendement de la Constitution du 1er Novembre prochain, était soumis à une autorisation préalable délivrée par l'autorité administrative et tributaire de l'application stricte du protocole sanitaire.

Cette décision intervient "en application de l'arrêté du 3 octobre 2020 fixant les règles régissant la tenue des réunions et manifestations publiques dans le cadre de la campagne référendaire sur le projet d'amendement de la Constitution, notamment son article 7", précise la même source.

L'ANIE a préconisé "le port obligatoire du masque, le respect de la distanciation physique et la mise à disposition du gel hydroalcoolique désinfectant". De même qu'elle a invité l'ensemble des acteurs à faire montre de responsabilité en veillant à l'application rigoureuse des gestes barrières en vigueur afin d'éviter toute éventuelle propagation du coronavirus et préserver, tant, la santé et l'intégrité des citoyens, a conclu le communiqué.

Chanegriha appelle les personnels de l'armée à être "à la hauteur de la responsabilité constitutionnelle"

Le Général de Corps d'Armée Chanegriha Saïd, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP) a appelé, dimanche à Tamanrasset, les personnels de l'armée à être "à la hauteur de la responsabilité constitutionnelle" qui leur incombe lors du référendum sur le projet de révision de la Constitution, prévu le 1er novembre prochain.

"En cette occasion, je tiens à affirmer, une fois de plus, que le prochain référendum populaire sur le projet de révision de la Constitution, mérite que nous, au sein de l'Armée nationale populaire, soyons, comme nous l'avons toujours été, à la hauteur de la responsabilité constitutionnelle qui nous incombe. Premièrement, par l'accomplissement de notre droit électoral, conformément aux lois en vigueur et deuxièmement, en assurant à notre peuple des conditions sereines afin de lui permettre d'accomplir son devoir électoral, dans un climat de calme, de sécurité, de paix et de quiétude", a-t-il souligné dans une allocution prononcée au siège du Commandement de la 6ème Région militaire, à l'occasion d'une visite de travail et d'inspection dans cette région.

Il a appelé à l'occasion que "l'organisation de cet important rendez-vous électoral coïncidera avec la célébration par notre pays du 66ème anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution du 1er Novembre, ce qui confèrera à ce référendum une grande symbolique, auprès de toutes les franges du peuple algérien, attaché à l'histoire de ses vaillants ancêtres de l'Armée de libération nationale et aux valeurs de Novembre". Le Général de Corps d'Armée a exprimé, lors d'une réunion d'orientation avec les cadres et les personnels de la Région, son "optimisme quant à l'avenir prometteur de l'Algérie", saluant "la cohésion et la conscience du peuple algérien".

"Je ne manquerai pas de souligner avec toute fierté et optimisme quant à l'avenir prometteur que l'Algérie suit son chemin avec constance et confiance vers sa destination correcte et judicieuse, et ce grâce à la cohésion et la conscience du peuple algérien qui sait toujours, aux moments décisifs, comment avorter les plans des ennemis et sauvegarder son unité territoriale et populaire", a-t-il ajouté dans cette allocution suivie par visioconférence par tous les personnels de la Région.

Saïd Chanegriha a affirmé, à ce propos, que "tel est un devoir sacré et un legs si cher dont nous sommes responsables par fidélité au message de nos valeureux chouchada et en service de l'Algérie qui demeure digne à jamais". Lors d'une seconde réunion présidée par le Général de Corps d'Armée, à laquelle ont pris part les directeurs régionaux, les responsables des services de sécurité et les Commandants des Secteurs opérationnels, le Commandant de la 6e Région militaire a présenté un exposé global sur la situation générale au niveau du territoire de compétence, notamment en termes de sécurisation des frontières nationales, souligne un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

La visite du Général de Corps d'Armée en 6ème Région militaire intervient dans le cadre des visites d'inspection aux différentes Régions militaires, et parallèlement au lancement du programme de préparation au combat au titre de l'année 2020-2021, précise le MDN.

Selon la même source, Saïd Chanegriha a observé à l'entrée du siège du Commandement de la Région, en compagnie du Général-Major Adjroud Mohamed, Commandant de la 6e Région militaire, un moment de recueillement à la mémoire du défunt Moudjahid "Hibaoui El-Ouafi", dont le siège du

Commandement de la Région porte le nom, et a déposé une gerbe de fleurs devant sa stèle commémorative, avant de réciter la Fatiha à sa mémoire et à celle de nos valeureux Chouchada.

RÉGIONS DÉVELOPPEMENT

M. Merad insiste sur "un recensement exhaustif" des zones d'ombre à travers le pays

Le Conseiller du président de la République chargé des zones d'ombre, Brahim Merad, a insisté dimanche à Bouira sur l'impératif de lancer un recensement exhaustif et global des zones d'ombre à travers le pays pour pouvoir identifier et répondre aux besoins de leurs populations.

C'est au cours du deuxième jour de sa visite de travail à Bouira, que M. Merad a jugé indispensable d'effectuer ce recensement global et détaillé pour pouvoir identifier les besoins des citoyens et aplanir toutes les difficultés qui rangent leur quotidien. "Il y a plus de huit millions de citoyens qui souffrent dans les zones montagneuses, et frontalières ainsi que sahariennes. Donc il est temps de répondre à leurs besoins pour leur permettre de vivre aisément", a souligné M. Merad.

Le conseiller présidentiel, qui visitait des projets de développement lancés dans la localité rurale et enclavée d'Ighzer Oumeziab relevant de la commune d'Ahnif (Est de Bouira), a assuré que tous les moyens financiers seraient déployés pour mettre en œuvre la stratégie du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à désenclaver et à promouvoir les zones reculées du pays. "Il faut qu'il y ait un recensement exhaustif de toutes les zones d'ombre à travers toutes les wilayas du pays pour identifier les besoins des populations", a insisté M. Merad. "Nos visites dans ces régions éloignées est un gage pour la mise en application de cette politique engagée par le président



de la République pour mener une véritable révolution de développement et en finir avec les problèmes de sous développement", a-t-il insisté. A Ighzer Oumeziab, où il s'est enquis de l'avancement des travaux de réalisation d'un réseau d'eau potable, ainsi que d'un réseau d'assainissement, M. Merad a tenu à rassurer les populations de cette bourgade quant à la prise en charge des carences soulevées sur place par les citoyens. "Tout ce qui n'a pas été réalisé, sera réalisé tôt ou

tard. C'est une question de temps et de moyens financiers", a-t-il expliqué à un groupe de citoyens. Dans ce contexte, le même haut responsable a annoncé que beaucoup de wilayas allaient bénéficier en 2021 de soutien financier pour développer les zones d'ombre, longtemps marginalisées, via des projets capables d'assurer à leurs populations une vie digne et un véritable démarrage économique rural. Mais, a-t-il dit, "Tout cela nécessite du temps, de la patience et de la

confiance mutuelle pour réussir ce processus de développement".

"Les walis doivent effectuer un recensement exhaustif de ces zones pour connaître leurs besoins en matière d'eau potable, d'infrastructures d'éducation et de santé ainsi que d'autres projets pour les désenclaver et les promouvoir davantage", a-t-il encore insisté. Au deuxième jour de son périple à Bouira, M. Merad a visité les hameaux de Tikesrai et d'Amoudou N'Ath Said, où il s'est enquis des

travaux de réalisation de routes de désenclavement. Il s'est déplacé ensuite dans la localité d'Azrou Oukellal relevant de la municipalité d'Ath Mansour. Sur place, M. Merad a inspecté les travaux de réalisation d'un réseau d'assainissement avant de saisir l'occasion pour écouter les doléances de la population locale. "Nous sommes là pour vous écouter et porter et prendre en charge vos préoccupations", leur a-t-il dit. Les problèmes relatifs au logement, à l'eau potable et à l'aménagement des routes étaient les principales questions soulevées par certains citoyens. M. Merad s'est déplacé aussi dans les localités d'El Mssayef et Ouled El Arbi (Commune d'El Mokran), où il a visité le projet de raccordement de 91 foyers au réseau du gaz naturel, ainsi que les travaux de réalisation d'une route de désenclavement. Au cours de sa visite qui l'a conduit en tre autre à Ain Bessam, Ain Laâloui et Souk Lakhmis (Ouest de Bouira), le conseiller présidentiel a réitéré son appel aux walis pour qu'ils fassent preuve d'ingéniosité pour pouvoir trouver d'autres gisements financiers pour la réalisation des différentes opérations de développement au profit des zones enclavées.

RESSOURCES EN EAU

Vers l'intégration des centres de formation relevant du secteur des ressources en eaux dans une SPA

Le secteur des Ressources en eaux prévoit l'intégration des centres de formation relevant de son institution dans une seule société par actions (SPA), indique, samedi, le directeur général de l'Algérienne des eaux (ADE), Smaïl Amirouche.

S'exprimant en marge de la cérémonie d'ouverture de la nouvelle année de formation des cadres du secteur des Ressources en eaux au Centre national de formation aux métiers de l'eau (CNFME) relevant de l'ADE, M. Amirouche a précisé que l'intégration de ces centres intervient dans le cadre de la nouvelle approche du secteur visant à réaliser la complémentarité entre les différentes institutions du secteur.

Cette démarche devra renforcer les centres de formation à même de couvrir toutes les spécialités et répondre à la demande exprimée au niveau des institutions du secteur des Ressources en eaux. Le secteur aspire également, à travers cette future SPA, à s'orienter vers la coopération et la complémentarité avec les autres secteurs pour la formation des cadres ne relevant pas du

secteur et les techniciens étrangers, a-t-il expliqué. Selon M. Amirouche, ces centres visent à améliorer le niveau des fonctionnaires, des cadres et des responsables du secteur, outre une gestion efficace de la ressource humaine. Ces centres leur permettront de bénéficier de la formation adéquate, avant d'accéder à des postes de responsabilité, de prendre connaissance de la politique de l'institution et de mieux assimiler sa stratégie et ses normes dans la gestion, a-t-il ajouté. Il est procédé actuellement à l'accompagnement d'un groupe de cadres ayant été installé récemment afin de leur permettre une meilleure maîtrise des rudiments de la gestion, en renforçant leurs qualifications et compétences complémentaires en vue d'améliorer leur rendement notamment en matière de numérique.

Concernant le domaine de coopération avec le secteur de la formation, le DG de l'ADE a fait état de la coordination bilatérale pour l'élaboration de programmes pédagogiques, ajoutant qu'il est prévu d'élargir cette coopération à d'autres domaines.



EAU-DISTRIBUTION

L'ADE ambitionne de réduire le taux de perte d'eau

L'Algérienne des eaux (ADE) ambitionne à l'horizon 2030 de réduire le taux de perte d'eau qui est actuellement de l'ordre de 50% à un taux "techniquement admissible" afin d'améliorer les prestations de service, a affirmé à l'APS son directeur général, Ismaïl Amirouche.

S'exprimant en marge d'une récente visite de travail dans la région de Ghardaïa, le directeur général de l'ADE a indiqué que des études de mise à niveau des réseaux et des installations stockage et de distribution ont été lancées à travers l'ensemble des wilayas, notamment les grandes villes afin de réduire le taux de perte et les

fuites observées sur le réseau vétuste.

Par moins de 30 études touchant des grandes villes du pays ont été achevées et les travaux de mise à niveau des installations et du réseau ont été entamés pour remettre la disponibilité de l'eau H24, a-t-il précisé rappelant que si certains quartiers ne sont pas alimentés H24 en eau, qui est disponible, c'est dû aux pertes et fuites sur le réseau.

Pas moins de 1.500 km du réseau de distribution sont rénovés annuellement dans le pays, avec comme priorité l'élimination des réseaux en amiante et en PVC, a-t-il souligné avant d'assurer qu'à

l'horizon 2030, l'ADE compte rénover 2.000 km par an.

"Notre objectif est d'améliorer les prestations de services" et de "traquer" les fuites et les branchements illicites ainsi que prendre en charge la question de la vétusté des réseaux et des installations, a-t-il poursuivi en notant que les pouvoirs publics ont mis en place des systèmes de télésurveillance et de contrôle, de télégestion et de géo-localisation pour améliorer, voire moderniser, les prestations et offrir un service public de qualité à la hauteur des attentes du citoyen. Un centre d'appel téléphonique opérationnel (CATO) a été mis en place dans les 48 wilayas pour per-

mettre aux citoyens de participer à l'amélioration du service public et la préservation de l'eau contre le gaspillage et la mauvaise utilisation, en signalant les incidents, pannes et fuites et permettre une intervention immédiate.

Le directeur général de l'ADE a rappelé que des efforts ont été consentis pour améliorer la qualité de l'eau, notamment dans les régions où cette ressource présente un taux de salinité élevé, par la réalisation de station de déminéralisation dans les wilayas du Sud (El-Oued, Ouargla, Illizi, In-Salah).

De même, la formation du personnel sur la détection des fuites

apparentes et souterraines a été lancée ainsi que le recrutement d'universitaires et la numérisation de l'ensemble de l'ADE (informatisation de tout le système de l'ADE) dans le but de permettre aux clients de signaler les fuites et les raccordements illicites et de s'informer sur le programme de distribution dans leur quartier.

L'ADE, maître d'œuvre délégué par l'Etat pour la gestion des installations, la production, le transport, la distribution de l'eau potable et l'amélioration du service public gère plus de 170.000 km de conduites et 5.700 forages, en plus des installations de stockage.

SÉTIF

Remise de 35 bus de transport scolaire au profit de plusieurs communes

Un quota de trente-cinq (35) bus de transport scolaire a été distribué dimanche dans la wilaya de Sétif au profit de plusieurs communes.

La cérémonie de distribution de ces bus, qui intervient en prévision de la rentrée scolaire 2020-2021, a été présidée par le chef de l'exécutif local, Kamel Abla, en présence du directeur de l'éducation et de plusieurs présidents d'assemblées populaires communales (P/APC).

L'initiative est la "troisième du genre" après celles ayant permis la distribution en août dernier de 46 bus scolaires, ont expliqué les services de la wilaya, précisant que le nombre total de bus de transport scolaire

distribués à ce jour s'élève à 81. Les communes enregistrant un déficit en matière de transport scolaire, notamment dans les zones d'ombre, ont bénéficié de deux (2) bus de ramassage scolaire, a-t-on détaillé de même source soulignant que cette opération sera généralisée pour toucher l'ensemble des communes de la wilaya.

A noter que la wilaya de Sétif compte 891 établissements d'enseignement primaire, dont neuf (9) nouvelles écoles, opérationnelles dès la rentrée scolaire.



KHENCHELA

Distribution de près de 15.000 équipements scolaires au profit d'établissements primaires

Pas moins de 14.833 équipements scolaires ont été distribués par la direction de l'éducation de la wilaya de Khenchela au profit de différents établissements du cycle primaire en prévision de la rentrée scolaire 2020-2021, a-t-on appris dimanche du directeur du secteur Mourad Messibah. "264 écoles primaire au total, répartis sur 21 communes de la wilaya de Khenchela, ont bénéficié de matériels de bureautique et d'autres installations pour les cantines scolaires", a indiqué à l'APS le même responsable. M. Messibah a détaillé que 5.500

tables de classes, 3.000 chaises et tables pour les classes préparatoires, 1.133 tableaux blancs, 4.200 chaises et tables de cantine, 200 armoires, 800 chaises et bureaux ont été distribués sur 264 établissements scolaires de la wilaya. Les inspecteurs de l'éducation et les directeurs d'écoles primaires oeuvrent à se rapprocher des APC des 21 communes ciblées pour établir des rapports de situation sur les déficits en matière d'équipements enregistrés dans les établissements scolaires en vue de "les combler dans les plus brefs délais." Parallèlement

à la distribution d'équipements scolaires, la direction de l'administration locale (DAL) a pris en charge le financement des projets de réhabilitation et d'aménagement de certains établissements primaires, dont les travaux ont été récemment lancés, a révélé le directeur local de l'éducation. La dotation des différentes écoles primaires d'équipements scolaires et la programmation d'opérations de réhabilitation de certaines infrastructures de ce palier vise à assurer de bonnes conditions de scolarisation, a assuré Mourad Messibah.

MILA

Nécessité de généraliser le paiement électronique

Les participants à une journée d'information tenue dimanche à la Bibliothèque principale de lecture publique de Mila sur "l'activation du mode de paiement électronique et les moyens de sa généralisation" ont relevé la nécessité d'une large utilisation de ce mécanisme pour profiter de ses divers avantages.

Le directeur de l'unité de Mila d'Algérie poste, Ali Ramoul a souligné dans son intervention les divers avantages du paiement électronique que l'Etat œuvre à généraliser aux

différentes transactions commerciales, notamment en termes de rapidité, de facilité et de sécurité. Disponible tous les jours de la semaine, ce mode de paiement a contribué à atténuer le problème de liquidité au niveau de la poste durant la crise sanitaire, a ajouté l'intervenant qui a invité commerçants, artisans et clients d'Algérie poste "à adopter ce mode en rappelant que les terminaux de paiement électronique (TPE) sont gratuitement remis aux commerçants". La représentante de la

Banque de l'Agriculture et du Développement rural (BADR), Soumia Benaouida a porté l'accent sur "la nécessité de rendre disponible les appareils de paiement et d'accorder davantage d'intérêt de la part des banques pour la généralisation du paiement électronique". Pour le président du bureau de Mila de l'Organisation algérienne de protection du consommateur et son orientation, Ali Bensalah, le succès de ce mode de paiement implique le rattrapage des "manques" relevés sur le terrain dont "le problème

d'insuffisance du débit internet, les coupures fréquentes de réseau et le manque de confiance des clients et des commerçants".

Initiée conjointement par l'Organisation algérienne de protection du consommateur et la Chambre de commerce et d'industrie CCI-Béni Haroun, la rencontre qui a ciblé les commerçants a donné lieu à une présentation détaillée sur le mode de paiement électronique et ses utilisations via les terminaux et les Smartphones

TÉBESSA

Réception "au 1^{er} semestre 2021" de l'évitement de la mine de phosphate à Bir El-Ater

L'évitement de la mine de phosphate de Bled El-Hadba, situé dans la commune de Bir El-Ater (120 km au Sud de Tébessa) sera réceptionné et mis en service "au cours du premier semestre 2021", a indiqué dimanche le directeur local des travaux publics Rachid Salmi. "Cet évitement permet aux usagers de la route de rallier Bir El Ater sans passer par la mine de Bled El Hadba et assure une fluidité dans la circulation pour les camions qui se dirigent vers la mine de phosphate", a précisé la même source à l'APS. Il a ajouté, dans ce sens, la mise en service de cet axe routier est inscrite dans le cadre de la réalisation du méga projet intégré d'exploitation et de transformation du phosphate de Bled El-Hadba. Une enveloppe financière de l'ordre de 1,2 milliard DA a été mobilisée pour la réalisation de cet évitement, sur une longueur de 16 km, renforcé par un ouvrage d'art, a fait savoir le même responsable, soulignant que le taux d'avancement des travaux a dépassé 85%. Pour rappel, le projet complexe de l'extraction et transformation du phosphate et gaz naturel de Bled El-Hadba et son exportation vers les marchés mondiaux lancé en 2018, dans le cadre d'un partenariat algéro-chinois. Ayant nécessité un investissement qui s'élève à 6 milliards de dollars, le projet dont la mise en exploitation est prévue pour 2022 permettra d'engendrer 3.000 postes d'emploi direct et plus de 14.000 autres indirect. Il permettra également d'augmenter la production nationale de phosphate, acides phosphoriques et ammoniac de 2 millions de tonnes actuellement à 10 millions de tonnes par an et d'assurer des revenus financiers en devises dépassent 1,9 milliard de dollars par an.

GHARDAÏA

Installation du nouveau chef d'inspection divisionnaire des douanes

Le nouveau chef d'inspection divisionnaire des Douanes de Ghardaïa, Belgacem Thalib, relevant de la direction régionale des Douanes de Laghouat, a été installé dimanche dans ses fonctions, en remplacement de M. Djamel Adjimi appelé à occuper la même fonction à Bordj Bou-Argerij. Lors de la cérémonie, tenue en présence des autorités de la wilaya, l'inspecteur général des douanes, Zoubir Alaoui, représentant du directeur général des Douanes, Noureddine Khaldi, a mis en exergue la stratégie de la direction générale des douanes visant à "insuffler une nouvelle dynamique de performance et de transparence de l'encadrement de cette institution afin de préserver les droits et intérêts du trésor public". Ce mouvement périodique des cadres douaniers tend à donner une nouvelle dynamique à la mission des services douaniers sur le terrain, en vue de protéger et de préserver l'économie nationale et la santé du citoyen, et à lutter contre les différentes formes de fraude et de trafic, a précisé M. Alaoui. Il a également exhorté les éléments des douanes à lutter, en coordination avec les différents corps de sécurité, contre les crimes économiques transfrontaliers, notamment en cette conjoncture sanitaire exceptionnelle et de défis économiques requérant la mobilisation de tous pour réaliser davantage de résultats en termes de recouvrement fiscal, de répression des infractions de change et des transferts illégaux de devises. Ce mouvement traduit un nouvel essor dans la gestion des services douaniers visant la qualification du service public douanier pour prendre en charge les préoccupations du citoyen, l'éradication de la bureaucratie et la lutte contre les différentes formes de pratiques néfastes, a conclu M. Alaoui.

TIZI-OUZOU

25 morts et 16 blessés dans des accidents de la circulation en neuf mois

Les accidents de la circulation enregistrés entre janvier et septembre derniers dans la wilaya de Tizi-Ouzou, ont fait 25 morts et 16 blessés, a-t-on appris dimanche du chargé de communication du groupement territoriale de la gendarmerie nationale. Selon le commandant Ouchene Noureddine, ces victimes sont décédées ou ont été blessées dans 99 accidents qui se sont produits principalement sur les routes nationales de la wilaya, notamment la RN12, a-t-on précisé de même source.

Le nombre d'accidents et de victimes décédées est en hausse comparativement à la même période de l'année 2019, durant laquelle il a été enregistré 70 accidents ayant fait 24 morts et 134 blessés, a relevé le commandant Ouchene. La principale cause de ces accidents est le facteur humain (non-réduction de la vitesse au niveau des virages, dépassement dangereux, non-respect de la distance de sécurité, conduite en état d'ivresse et distraction du conducteur au volant), suivent, avec une moindre importance, l'état du véhicule et des routes et les conditions climatiques, a-t-on indiqué. Concernant l'activité de la brigade de sécurité routière, il a été enregistré durant la même période de 9 mois, un total de 2.655 délits et 442 contraventions. Les éléments de cette même brigade ont également retiré 7.322 permis de conduire, a ajouté le commandant Ouchene. Pour inciter les conducteurs au respect du code de la route et en prévision de la prochaine rentrée scolaire, le groupement de la gendarmerie de Tizi-Ouzou, a lancé ce dimanche une campagne de sensibilisation à travers plusieurs localités de la wilaya, ou des brochures ont été distribuées aux automobilistes et transporteurs de voyageurs, a-t-on appris de même source.

TIARET

Vers l'emblavement de 315.000 ha de céréales à l'horizon 2024

La wilaya de Tiaret a mis en place un programme d'emblavement de 315.000 hectares de céréales à l'horizon 2024 en application de la feuille de route élaborée par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural visant à atteindre l'autosuffisance alimentaire, a-t-on appris dimanche du directeur des services agricoles. Lors d'une cérémonie de lancement de la campagne labours-semailles présidée par le wali de Tiaret, Mohamed Amine Dranchi en présence du conseiller du président de la République chargé des associations religieuses, Aïssa Belakhdar, à la ferme pilote de Chaouchaoua. Le DSA a indiqué que son secteur a élaboré un plan pour augmenter la surface réservée à la céréaliculture à 315.000 ha d'ici 2024 pour concrétiser la feuille de route mise en place par le ministère de tutelle. Le même responsable a insisté sur le processus technique pour augmenter le rendement à l'hectare et la production céréalière afin d'atteindre l'autosuffisance alimentaire, soulignant que sa Direction œuvre à augmenter les superficies irriguées de 12.600 à 14.700 ha à l'horizon 2024 dans le cadre de la feuille de route du ministère de l'agriculture. Le wali de Tiaret a procédé, en parallèle au coup d'envoi de la campagne labours-semailles, à l'ouverture d'une journée d'étude et une exposition à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de l'alimentation, à la bibliothèque centrale du pôle universitaire à Keramane, où il a incité les agriculteurs à produire plusieurs variétés de céréales, à développer la production de semences et à promouvoir la production agricole de différentes filières. La journée d'étude organisée sous le slogan "Cultiver, nourrir et maintenir la durabilité de notre agriculture" a regroupé des cadres de la Direction des services agricoles, d'instituts technologiques spécialisés, de fermes pilotes, d'unités de production et des agriculteurs.

MARCHÉ DE LA VOLAILLE Commercialisation progressive de 48.000 tonnes (ONAB)



L'Office national des aliments de bétail (ONAB) procèdera, à partir de ce lundi, à la commercialisation progressive de près de 48.000 tonnes de poulet stocké au niveau national en vue de casser les prix, avant la fête du Mawlid Ennabaoui Echarif.

Dans une déclaration à l'APS, le directeur général de l'ONAB, Mohamed Betraoui a fait savoir que cette opération qui sera lancée lundi se déroulera graduellement au niveau national, avec un prix fixé à 250 Da/kg.

La commercialisation de ces stocks de poulet est à même de barrer la route à toute tentative de spéculation et d'augmentation des prix une semaine avant la fête du Mawlid Ennabaoui Echarif, une occasion marquée habituellement par la hausse de la demande sur la viande blanche, a-t-il expliqué.

Cette décision a été prise après la hausse sensible enregistrée récemment dans les prix de la volaille qui ont atteint 360 Da/kg, a-t-il ajouté.

Quelque 49 points de vente agréés ont été mis en place au niveau de 23 wilayas dont Alger, Blida, Oran, Annaba, Constantine, Tlemcen, Mostaganem et Sidi Bel Abbès.

D'autres points de vente ont été mis en place à travers les wilayas de Grand Sud dont Adrar, Illizi, Ghardaïa et El Menia, a fait savoir le même responsable.

Les points de vente à Alger se trouvent à Chéraga, Ain Benian, Hussein Dey et Reghaïa (3 points de vente), a précisé M. Betraoui.

BANQUE D'ALGÉRIE Cotations hebdomadaires des billets de banque et des chèques de voyage

Voici les cotations hebdomadaires des billets de banque et des chèques de voyage, valables à compter du dimanche 18 octobre 2020, communiquées par la Banque d'Algérie.

Billets de banque	Achat	Vente
1 USD	127,08	134,83
1 EUR	149,16	158,32
1 CAD	96,59	102,52
1 GBP	165,25	175,38
100 JPY	120,69	128,08
1 SAR	33,88	35,95
1 KWD	415,45	440,63
1 AED	34,59	36,71
100 CHF	13.901,86	14.756,85
100 SEK	1.436,43	1.525,14
100 DKK	2.004,37	2.127,04
100 NOK	1.370,25	1.454,83

Chèques de voyage	Achat	Vente
1 USD	128,37	134,83
1 EUR	150,68	158,32
1 CAD	97,57	102,52
1 GBP	166,93	175,38
100 JPY	121,92	128,08
100 CHF	14.043,00	14.756,85
100 SEK	1.451,02	1.525,14

LOI DE FINANCES

Le PLF 2021 présenté devant la commission des finances et du budget

Le projet de loi de finances (PLF) 2021 a été présenté, lundi, devant la commission des finances et du budget.

Avant l'examen du PLF 2021 par les membres de la commission, la représentante du Gouvernement et ministre des Relations avec le Parlement, Bisma Azouar, a présenté un exposé sur ce projet, au nom du ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane, dans lequel elle a relevé la spécificité du contexte économique et financier marquant l'élaboration de ce texte et ce "au vu d'une crise sanitaire extrêmement grave aux retombées imprévisibles sur les opérateurs économiques".

Pour Mme Azouar, la nouvelle loi de finances tend à consolider les fondamentaux économiques en 2021, à travers la reprise graduelle de l'activité et l'allègement de certains dysfonctionnements financiers, outre le soutien permanent des catégories vulnérables à faible revenu.

De son côté, le président de la commission des



finances et du budget, Ahmed Zeghdar, a insisté, dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux de cette réunion, sur l'impérative consécration de tous les efforts pour l'élaboration d'une loi de finances répondant aux aspirations du peuple pour l'édification de l'Algérie, rappelant les circonstances que travers le pays à la lumière des défis

imposés par le recul des revenus en devise d'une part et la pression de la pandémie mondiale, d'une autre part".

Soulignant que le PLF 2021 "fait triompher le caractère social de l'Etat", le même intervenant a mis l'accent sur l'importance de l'effort législatif pour "une distribution équitable des richesses et la simplification

des mécanismes de leur création et développement, ainsi que l'encouragement des initiatives associant tous les enfants de l'Algérie".

Il s'est dit convaincu que "l'économie nationale peut toujours dépasser les risques avec succès et réaliser des résultats positifs", au regard de l'évolution des revenus de la fiscalité ordinaire devant couvrir les dépenses de fonctionnement en toute facilité, loin des rentes pétrolières, et ce grâce aux mesures prévues dans le projet pour optimiser le recouvrement fiscal et soutenir l'activité de production. Ce projet, ajoute M. Zeghdar, "sera débattu, peaufiné et publié avec un meilleur contenu, dans le sens où il tiendra compte de la vulnérabilité du citoyen en cette conjoncture difficile et établira un équilibre entre les besoins de l'Etat et ses missions qui doivent se poursuivre, quels que soient les sacrifices".

UNIVERSITÉ - FORMATION

Ouargla : relier la carte de la formation universitaire aux besoins de l'environnement socioéconomique (ministre)

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a mis l'accent, mardi à Ouargla, sur l'importance de relier la carte de la formation universitaire aux besoins de l'environnement socioéconomique et la rendre compatible avec les qualifications humaines, géographiques, naturelles et environnementales de chaque région.

"Relier la carte de la formation aux besoins de l'environnement socioéconomique et œuvrer pour la rendre compatible avec les compétences humaines, géographiques, naturelles et environnementales de chaque région du pays, sont deux axes principaux retenus dans le cadre du plan d'action du secteur à moyen et long termes", a affirmé le ministre lors d'une rencontre tenue à l'Université Kasdi Merbah d'Ouargla avec la communauté universitaire.

"Nous comptons accompagner la communauté universitaire pour atteindre une transition perspicace et passer progressivement des modèles traditionnels de formation à de nouveaux modèles basés sur les nouvelles technologies, notamment dans les domaines relatifs à l'environnement, à l'instar de l'énergie (fossile et renouvelable) et l'agriculture saharienne", a-t-il ajouté.

M. Benziane a également appelé à entamer la coopération avec le ministère de l'Agriculture et du Développement rural pour développer l'agriculture saharienne, en attendant la création d'une structure nationale supérieure à Ouargla qui lui sera dédiée.

Le ministre a révélé, par ailleurs, que les établissements de l'enseignement supérieur vont bénéficier d'une autonomie, notamment en matière de gouvernance, de prise de décision et de développement de leurs capacités, afin de contribuer à promouvoir l'entrepre-

neurariat et la collaboration entre l'université et son environnement socioéconomique.

Abdelbaki Benziane a fait savoir, en outre, que la vision adoptée par le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, dans le cadre de sa stratégie de développement et de réforme, entre dans le sillage des démarches entreprises pour construire une Algérie nouvelle à travers la série de réformes initiées par le Président de la République, M.

Abdelmadjid Tebboune, dans différents domaines.

Le secteur s'emploie à "établir un document de référence qui englobe la nouvelle charte d'éthique exprimant, entre autres, les bonnes pratiques et le contrôle de la relation entre les membres de la famille universitaire, dans le respect de la loi et les nobles valeurs morales", a-t-il soutenu.

Le ministre a également salué, à cette occasion, les efforts du secteur concernant le développement et la généralisation de la numérisation dans le but de permettre aux établissements pédagogiques, de recherche et des services d'améliorer efficacement leurs tâches, sur la base d'une gouvernance universitaire rationnelle axée sur la participation, la transparence et la responsabilité, tout en luttant contre la mauvaise gestion et la corruption sous toutes ses formes.

Cette rencontre a été une occasion pour la communauté universitaire d'exposer une série de doléances à caractère pédagogique et socioprofessionnel, dont la promotion de l'établissement public hospitalier EPH-Mohamed Boudiaf d'Ouargla en Centre hospitalo-universitaire pour répondre aux exigences de la faculté de médecine qui doit être renforcé prochainement de 25 professeurs hospitalo-universitaires, ainsi que l'équipement des laboratoires pédagogiques et de recherche.

L'ouverture de nouvelles spécialités



à l'Université d'Ouargla, à l'instar de l'Orthophonie et l'Histoire, ainsi que l'amélioration des conditions de prise en charge des étudiants aux besoins spécifiques, notamment les non-voyants ont été également suggérées.

En réponse à une interrogation sur la capacité des universités algériennes à absorber le nombre de nouveaux étudiants, appelé à s'accroître, à considérer la moyenne d'admission au Bac fixée à 9/20, le ministre a rassuré que toutes les dispositions sont prises à l'effet de pouvoir les accueillir.

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a procédé, par ailleurs, à l'inauguration de plusieurs installations universitaires, à l'instar d'un centre régional d'analyses physico-chimiques, un incubateur et une résidence universitaire de 1.500 lits.

M. Benziane a également posé la première pierre du projet de réalisation de 4.000 places pédagogiques au profit des facultés de Médecine, de Biologie et des Lettres et Langues.

PÉTROLE

Le Brent à 42,69 dollars à Londres

Les cours du pétrole étaient en légère baisse lundi, refroidis par des statistiques économiques mitigées en Chine, avant une réunion mensuelle des ministres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de leurs alliés prévue plus tard dans la journée.

Lundi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre valait 42,69 dollars à Londres, en baisse de 0,56% par rapport à la clôture de vendredi.

A New York, le baril américain de WTI pour novembre abandonnait 0,56% à 40,65 dollars. Les données économiques publiées lundi par Pékin "ont déçu" les investisseurs, a réagi Avtar Sandu, analyste.

L'économie chinoise a connu au troisième trimestre un rebond de 4,9% sur un an, selon des statistiques officielles, une hausse légèrement inférieure aux prévisions d'un groupe d'analystes (+5,2%) et éloignée du niveau atteint en 2019 (+6,1%), qui était déjà un plancher en trois décennies.



La santé économique de la Chine, "en tant que premier importateur mondial de pétrole brut, est capitale pour le marché", a rappelé M. Sandu. Néanmoins, les prix du pétrole "se maintien-

nent encore assez bien compte tenu de toutes les mauvaises nouvelles", estimait de son côté l'analyste Eugen Weinberg, qui pointe une situation globale "préoccupante, avec d'une part une

faiblesse persistante de la demande et d'autre part une augmentation de la production" dans le monde. Ce constat sera à l'agenda de la réunion des membres de l'Opep et leurs alliés, via l'accord Opep+, qui commence à 13H30 GMT (14H30 à Alger). Si les analystes écartent pour le moment une évolution de leur stratégie à court terme, ils s'interrogent sur la prochaine marche de diminution des coupes prévue au 1er janvier prochain, le jugeant pour certains précipitée au vu de la reprise au ralenti de la demande.

Les ministres des vingt-trois pays se réunissent chaque mois par visioconférence depuis le début de la crise du Covid-19, pour évaluer ces données et la situation du marché pétrolier.

OPEP+

M. Attar prend part aux travaux de la 23^{ème} réunion du JMMC

Le ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar, prendra part, lundi, par visioconférence, aux travaux de la 23^{ème} réunion du comité ministériel conjoint de suivi Opep et non Opep (JMMC) qui sera consacrée à l'examen de la situation du marché pétrolier international et à ses perspectives d'évolution à court et moyen termes, a indiqué lundi un communiqué du ministère.

"Le ministre de l'Énergie, président de la Conférence de l'OPEP, M. Abdelmadjid Attar prendra part, lundi 19 octobre 2020, aux travaux de la 23^{ème} réunion du comité ministériel conjoint de suivi Opep et non Opep (JMMC) qui se tiendra par visioconférence", a précisé la même source.

Selon le ministère, les membres du JMMC auront à évaluer, lors de cette réunion, le niveau de respect des engagements de baisse de la production des pays signataires de la Déclaration de Coopération pour le mois de septembre 2020, tels que adoptés lors de la 10^{ème} réunion ministérielle OPEP et Non-OPEP tenue le 12 avril 2020.

En préparation du 23^{ème} JMMC, l'OPEP a tenu jeudi dernier la 45^{ème} réunion du Comité technique conjoint (JTC), durant laquelle le

secrétaire général de l'organisation, Mohammad Sanusi Barkindo, a évoqué l'évolution du marché pétrolier, en déclarant que "depuis plus de six mois maintenant, nous travaillons côte à côte pour faire face à une crise du marché qui est sans précédent et historique".

M. Barkindo a noté, lors de la même réunion, que le rapport mensuel de l'OPEP sur le marché pétrolier prévoit que le PIB mondial chutera d'environ 4% cette année, puis rebondira en 2021 à un taux d'environ 4,6%.

Il dira également que la prévision de l'Organisation pour la demande de pétrole en 2020 reste légèrement supérieure à 90 mb/j, soit une baisse annuelle de 10%.

Estimant que "le pire de la crise actuelle est peut-être passé", il a souligné l'importance du dialogue et de la coopération pour parvenir à un système énergétique plus durable et résilient au profit de tous.

A noter que le JTC est un organe technique du JMMC et les deux comités ont été créés sous l'égide de la "Déclaration de coopération" (DoC) historique signée le 10 décembre 2016. Ces comités sont mandatés pour examiner les conditions et les perspectives du marché mondial du

pétrole et surveiller l'évolution de la situation et les niveaux de conformité aux ajustements volontaires de production adoptés par l'OPEP et la réunion ministérielle non OPEP.

Lors de sa 22^{ème} réunion tenue par visioconférence en septembre dernier, les membres du JMMC avaient examiné le niveau de respect des engagements de baisse de la production des pays signataires de la Déclaration de Coopération pour le mois d'août 2020. Le JMMC avait relevé avec satisfaction que le taux de conformité global avait atteint 102% en août.

A cette occasion, M. Attar avait salué les efforts des pays qui avaient procédé en août à des baisses de production plus importantes que le niveau requis et avait insisté sur la nécessité que les pays de la Déclaration de Coopération continuent de respecter pleinement leurs engagements afin de restaurer l'équilibre et la stabilité du marché pétrolier.

Le JMMC est composé de sept pays membres de l'OPEP (Algérie, Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis, Irak, Koweït, Nigeria et Venezuela) et de deux pays non membres de l'Organisation (Russie et Kazakhstan).

EUROPE - BUDGET

Il est "crucial" que le plan de relance européen soit un "succès" (Lagarde, BCE)

"Il est crucial" pour le relèvement de la zone euro que le plan de relance européen, doté de 750 milliards d'euros, "soit un succès" et l'objectif de verser l'argent début 2021 "doit absolument être tenu", a déclaré la présidente de la Banque centrale européenne Christine Lagarde, dans une interview parue lundi.

"S'il n'est pas ciblé, s'il se perd dans des dédales administratifs et n'irrigue pas l'économie réelle pour orienter nos pays vers le numérique et le vert, nous aurons raté une occasion historique de changer la donne", a-t-elle mis en garde dans un entretien au Monde paru lundi sur le site internet du quotidien français. Les négociations sur ce plan exceptionnel, adopté en juillet par les Vingt-Sept pour aider les Etats membres à faire face aux conséquences économiques de la crise sanitaire, achoppent au Parlement européen sur la question de soumettre le versement de l'argent au respect de l'Etat de droit. Interrogée sur le risque que ces 750 milliards d'euros soient distribués "trop tard", la présidente de la BCE a répondu: "l'objectif de la Commission est de pouvoir verser début 2021 et il doit absolument être tenu". "La balle est dans le camp des Etats, qui doivent présenter leurs plans de relance - certains sont déjà prêts -, et de la Commission, qui devra les passer au crible rapidement. Les responsables politiques devront aussi aller vite, notamment les parlements nationaux pour adopter les dispositifs", a-t-elle poursuivi.

Il est crucial que ce plan exceptionnel, qui a levé d'importants tabous dans certains pays, soit un succès", a-t-elle insisté.

Vendredi, à l'issue du sommet des Vingt-Sept à Bruxelles, le président français Emmanuel Macron a appelé à un "esprit de compromis" au Parlement pour débloquer les négociations sur le budget européen, auquel est adossé le plan de relance.

Les eurodéputés exigent un mécanisme dissuasif pour conditionner les subventions européennes au respect de l'Etat de droit, auquel s'oppose la Pologne et la Hongrie, ce qui bloque tout le processus.

INDE

Les importations d'or en baisse de plus de 57% au premier semestre 2020

Les importations d'or de l'Inde ont diminué de 57,12% au cours du premier semestre de 2020, la demande ayant été largement touchée par la pandémie de Covid-19. Entre avril et septembre de l'année en cours, la valeur des importations d'or se sont reculées pour s'établir à 6,77 milliards de dollars selon les données du ministère indien du Commerce.

De même, les importations d'argent ont également chuté à 733,57 millions de dollars, soit 63,41% de moins que les importations d'une valeur de 2 milliards de dollars enregistrées il y a un an, précise la même source. Les exportations de pierres précieuses et de bijoux ont diminué d'environ 55% pour atteindre 8,7 milliards de dollars impactées par la recrudescence de la pandémie. L'Inde est le plus grand importateur de métal jaune, qui répond principalement à la demande de l'industrie de la bijouterie. En termes de volume, le pays importe de 800 à 900 tonnes d'or par an. Les Indiens achètent de l'or principalement pour le porter ou l'offrir lors de mariages et de festivals, les pics d'achats ayant généralement lieu au cours du dernier trimestre de l'année.

L'or sous la forme de bijoux représente traditionnellement une forme d'épargne en Inde.

CHINE

La croissance rebondit à 4,9% au 3^e trimestre

L'économie chinoise a connu au troisième trimestre un rebond de 4,9% sur un an, confirmant sa reprise après un effondrement historique du PIB en début d'année pour cause de coronavirus, selon des statistiques officielles publiées lundi.

Sur la période de juillet à septembre, l'économie chinoise a connu "une reprise soutenue" en dépit d'une conjoncture "difficile" tant en Chine qu'à l'étranger à cause de la pandémie de Covid-19, a indiqué le Bureau national des statistiques.

AGRICULTURE

Blé : les cours progressent, soutenus par la demande mondiale

Les cours du blé, soutenus par la demande mondiale, poursuivaient leur progression, lundi à la mi-journée, franchissant le seuil des 210 euros/tonne pour l'échéance rapprochée de décembre.

Les marchés continuent d'afficher une belle fermeté en céréales, "spécialement dans un contexte de demande soutenue sur la scène internationale, puisque l'on enregistrait quelques pluies sur la Russie", a ainsi souligné le cabinet Agritel dans une note.

Ces dernières ne doi-

vent pas faire oublier "que le déficit hydrique demeure, principalement sur le continent sud-américain", notamment en Argentine, a ajouté Agritel.

Aux Etats-Unis, le ministère de l'Agriculture a publié vendredi son rapport hebdomadaire sur les ventes américaines à l'exportation pour la semaine du 2 au 8 octobre 2020.

En blé, les ventes ont encore progressé, à près de 600.000 tonnes.

"Le cumul 2020/21 atteint 15,05 millions de tonnes (13,82 Mt l'année dernière), dont 10 Mt déjà

chargées", a souligné le cabinet Inter-Courtage dans une note.

En France, un temps plus clémente en fin de semaine dernière a permis aux semis de céréales d'hiver, comme le blé, d'avancer fortement avant le retour de précipitations dès mardi. Selon FranceAgriMer, les semis de blé en France étaient réalisés à hauteur de 12% au 12 octobre, à comparer à 16% l'an passé.

"Les surfaces emblavées cette année devraient être largement supérieures à celles de l'an passé, soit

bien au-delà des 5 millions d'hectares selon nos premières estimations", a conclu le cabinet Agritel dans sa note.

Sur Euronext, la tonne de blé tendre progressait de deux euros, tant sur l'échéance de décembre, à 211 euros, que sur l'échéance de mars, à 209 euros, pour environ 8.000 lots échangés.

La tonne de maïs, elle, progressait de 1,75 euro sur l'échéance de novembre à 188 euros, et de 1,75 également sur l'échéance de janvier à 188,75 euros, pour environ 350 lots échangés.

MOSTAGANEM

Démantèlement d'un réseau d'organisation des traversées clandestines

Les services compétents de Mostaganem ont démantelé un réseau d'organisation de l'émigration clandestine, pour ressortissants étrangers, composé de quatre personnes et arrêté 52 candidats à l'émigration clandestine, lors de différentes opérations, a-t-on appris, dimanche, auprès de la Sûreté de wilaya.

La première opération a été menée par l'unité de lutte contre l'émigration clandestine de la Sûreté de wilaya de Mostaganem, suite à l'exploitation d'informations ayant permis l'arrestation du suspect principal dans l'organisation des traversées clandestines par mer à partir des plages de la wilaya de Mostaganem, ajoute la même source. Sur la base d'exploitation d'informations contenues dans le téléphone mobile du suspect arrêté, et sur autorisation du procureur de la République, les enquêteurs ont réussi à déterminer les identités de trois (3) autres membres du réseau qui ont été ainsi arrêtés dans la ville de Mostaganem et des zones voisines. Durant cette opération, les mêmes services ont saisi une embarcation pneumatique et 10 jerricans de carburant (290 litres), deux (2) rames et un moteur d'une capacité de 40 chevaux, ajoute la même source. De leur côté, les unités des gardes côtes ont fait échouer, quelques heures auparavant, quatre (4) tentatives d'émigration clandestine, durant lesquelles 52 candidats à l'émigration clandestine ont été arrêtés, dont 20 ressortissants étrangers, de différentes nationalités, qui sont entrés en Algérie illicitement, ainsi que deux (2) mineurs et deux (2) femmes.

Les personnes arrêtées, qui avaient en leur possession une somme totale de 5.580 euros, ont été remis aux services de police, indique la même source, ajoutant que les concernés seront traduits devant la justice pour tentative de quitter illégalement le territoire national.

MÉDÉA

Plus de 80 agressions sur les réseaux électrique et gazier recensés depuis le début de l'année

Pas moins de 83 cas d'agressions sur les réseaux électrique et de distribution de gaz naturel ont été recensés, depuis le début de l'année, à travers la wilaya de Médéa, causant d'importants préjudices financiers et des désagréments aux abonnés, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale de distribution d'électricité et du gaz.

La même direction avait enregistré, en 2019, 89 cas d'agressions, dont 58 agressions ont concerné le réseau de distribution de gaz naturel, précisant que le même constat a été observé, au cours de l'année 2020, avec un nombre de 54 agressions, alors que la moyenne des agressions subies par le réseau électrique, durant les deux exercices, se situe à 30 cas. Les travaux de terrassement ou les interventions d'entreprises de réalisation à l'intérieur des périmètres de servitude de conduites de gaz, sans l'autorisation préalable des services techniques de la direction de distribution, figurent parmi les principales causes de ces agressions et des dégâts engendrés, a-t-on signalé.

La majorité des agressions signalées sur le réseau de distribution électrique sont le résultat, a-t-on indiqué, de vols de câbles commis par des individus ou de groupes organisés qui alimente les réseaux de trafic de cuivre.

TLEMCCEN

Distribution d'un second lot de 30 bus scolaires

Une cérémonie de distribution d'une trentaine de bus scolaires s'est déroulée, dimanche, au siège de la wilaya de Tlemcen, présidée par le chef de l'exécutif de wilaya, Amoumène Mermouri, en présence des responsables et des élus locaux. Cette opération qui intervient à quelques jours de la rentrée scolaire permettra selon le wali d'offrir les conditions nécessaires aux élèves résidant dans les zones éloignées et dans les zones d'ombre de rejoindre leurs établissements sans contraintes aucunes. Le wali, a par ailleurs, souligné que cette opération est la seconde après celle organisée en été dernier où 40 bus ont été distribués à toutes les communes de la wilaya. Après cette seconde opération, un autre lot d'une trentaine de bus scolaires sera également distribué le premier novembre prochain, a indiqué Mermouri qui a exhorté les maires à bien déterminer les zones ou le manque de transport

se fait sentir, à utiliser les bus exclusivement pour le transport des élèves et à veiller à l'entretien régulier de ces bus. Le renforcement des moyens de locomotion doivent permettre de faciliter les déplacements des jeunes élèves et aussi de consolider les bons résultats acquis cette année notamment au BAC, à travers la wilaya de Tlemcen, a-t-il souligné. La wilaya de Tlemcen qui s'apprete à l'instar des autres wilayas du pays à accueillir les élèves pour l'année scolaire 2020/2021 a réalisé selon le directeur de l'éducation de la wilaya quelques 14 écoles primaires dont la majorité va ouvrir ses portes aux jeunes élèves dès ce mois en attendant l'achèvement d'autres, dont les délais sont fixés à décembre prochain. La réception de quatre CEM et deux lycées est également envisagée prochainement dans l'optique de faire face à la pression du nombre sans cesse croissant des élèves par classe.

ASSOCIATIONS - RENCONTRE

Aissa Belakhdar appelle les associations religieuses à contribuer à la consolidation du patriotisme

Le conseiller du président de la République chargé des zaouias et associations religieuses, Aissa Belakhdar, a exhorté dimanche à Tiaret les représentants d'associations religieuses et des zaouias à investir dans l'homme pour contribuer à consolider le patriotisme chez le citoyen algérien.

M. Belakhdar a qualifié, lors d'une rencontre au siège de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), les associations religieuses et zaouias "d'héritières légitimes" de la référence religieuse nationale à travers les générations, les appelant à jouer un rôle efficace dans "la formation du bon citoyen qui aime sa patrie et est fier d'elle." "Le président de la République compte sur les associations religieuses pour sensibiliser et renforcer l'esprit de patriotisme chez les jeunes et leur attachement à la religion et aux valeurs de l'Etat algérien qui a construit sa civilisation à travers les générations et les âges," a-t-il souligné.

Le conseiller du président de la République



chargé des zaouias et associations religieuses a estimé, dans ce cadre, que "les associations religieuses et les zaouias doivent poursuivre l'oeuvre de réforme

commencée par les ancêtres", citant, à ce titre, le rôle de l'Association des Ulémas musulmans algériens dans la diffusion de la culture et du patriotisme et

de rejet du colonialisme et des moudjahidine qui ont sacrifié leurs vies pour la libération du pays.

"Le rôle des associations religieuses aujourd'hui est celui de consacrer et consolider l'esprit patriotique, car l'Algérie a besoin de tous ses enfants pour gagner la bataille de l'édification", a-t-il déclaré.

Pour ce faire, M. Belakhdar a appelé les associations religieuses et les zaouias à utiliser et à exploiter les technologies modernes pour transmettre leurs messages de manière la plus simple et à investir dans la ressource humaine à travers la formation continue, insistant également sur leur implication dans les oeuvres caritatives et de solidarité.

"Nécessité de doter la société civile de mécanismes juridiques et réglementaires et de sa structuration" (conseiller)

Le conseiller auprès du président de la République chargé du Mouvement associatif et de la Communauté nationale à l'étranger, Nazih Berramdane a insisté, dimanche soir à El Bayadh, sur la nécessité de doter la société civile de mécanismes juridiques et réglementaires et de la structurer pour lui permettre d'assumer pleinement son rôle avec responsabilité, conscience et coordination avec les institutions de l'Etat.

"L'intérêt accordé à la société civile par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune est conçu comme une vision future des rôles de la société civile", a souligné M. Berramdane

en abordant la place dévolue par le président de la République de la société civile en tant que "véritable partenaire" dans de nombreux domaines avec les institutions de l'Etat.

"La conviction du Président de la République d'impliquer la société civile doit être traduite dans toutes les autres institutions en mécanismes, stratégie et vision, pour faire vraiment de la société civile un partenaire des institutions de l'Etat", a-t-il ajouté dans ce sens.

Nazih Berramdane a mis également l'accent sur l'implication des associations de la communauté nationale à l'étranger et des membres de cette communauté dans les

activités de la société civile. Abordant le projet d'amendement de la Constitution, il a salué la forte contribution de la société civile et de nombreux acteurs de partis politiques, d'universitaires et d'experts à l'enrichissement et le débat avec propositions.

Il a déclaré que cette rencontre consultative vise à collecter des propositions du mouvement associatif, leurs expériences, leurs préoccupations et propositions pour construire une vision et stratégie future de la société civile et son mode d'encadrement, pour une relation de confiance entre la société civile et les institutions de l'Etat.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

7 décès et 161 blessés en 24 heures (Protection civile)

Sept (7) personnes sont décédées et 161 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation survenus à travers le territoire

national durant les dernières 24 heures, indique lundi un bilan de la Direction générale de la Protection civile (DGPC).

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Laghouat avec trois (3) personnes décédées et six (6) autres blessées suite à une collision entre deux véhicules légers dans la commune d'Alfou.

Outre les accidents de la route, les éléments de la Protection civile sont intervenus, durant la même période, pour prodiguer des soins de première urgence à cinq (5) personnes asphyxiées par le monoxyde de carbone (Co) émanant d'appareils de chauffage de leur domicile sis à la commune de Rekassa dans la wilaya d'El Bayadh.

L'intervention des secours a, par ailleurs, permis l'extinction de quatre (4) incendies urbains et divers au niveau des wilayas d'Alger, Tébessa, Ghardaïa et Tiaret.

Ces incendies ont causé des difficultés respiratoires à trois (3) personnes. En outre, le bilan fait état de la mort de deux enfants à Adrar, âgés

respectivement de 5 et 8 ans, suite à l'effondrement d'un mur d'une habitation au lieu dit Ksar Tiloulina dans la commune de Hassi Khelifa.

S'agissant, enfin, des activités de lutte contre la propagation de la Covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué 39 opérations de sensibilisation à travers 6 wilayas (24 communes), portant sur la nécessité du respect du confinement et de la distanciation physique.

En outre, 153 opérations de désinfection générale ont été effectuées dans 10 wilayas (55 communes), ciblant l'ensembles des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles.

Pour ces deux opérations, 197 agents, tous grades confondus, 39 ambulances et 46 engins ont été mobilisés.

Ceci, en plus de la mise en place à Alger d'un dispositif de surveillance au niveau de deux (2) sites d'hébergement destinés au confinement des citoyens rapatriés.

SANTÉ - MIGRATIONS

Crise sanitaire: chute brutale des flux migratoires en 2020 (OCDE)

Le nombre de permis de séjour délivrés a presque chuté de moitié au premier semestre dans l'OCDE, une situation "sans précédent", souligne un rapport de l'organisation publié lundi, estimant que les migrations internationales dans la zone seront "exceptionnellement faibles" en 2020.

"La pandémie de COVID-19 a eu des répercussions majeures sur les flux migratoires au premier semestre", avec une diminution du nombre de nouveaux permis délivrés de 46%, même si cette diminution "pourrait être partiellement compensée au deuxième semestre", selon l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), qui regroupe une quarantaine de pays développés.

Une baisse "sans surprise" dans un contexte où les frontières ont été fermées et les mobilités internationales fortement perturbées durant plusieurs mois, alors que le nombre de nouveaux immigrants permanents était resté stable en 2018 et 2019 - environ 5,3 millions par an-, décrypte Jean-Christophe Dumont, chef de la division migrations internationales de l'OCDE. Toutefois, l'impact de la crise varie beaucoup



d'un pays à l'autre. "Il y a beaucoup de pays de l'OCDE notamment non-européens où les flux sont littéralement à zéro, comme l'Australie, le Japon, les Etats-Unis, la Corée", explique-t-il.

"En Europe, la dynamique est différente. En Suède par exemple, il y a une diminution mais

bien moindre qu'ailleurs. Et puis dans les pays comme la France, il y a une chute extrêmement forte des permis octroyés, notamment en avril, mais en juin on est revenu au niveau de l'an dernier".

"Au total, les migrations internationales dans la zone OCDE seront exceptionnellement fai-

bles en 2020", souligne le rapport. En 2019, avant la pandémie, le nombre d'immigrés admis pour des raisons humanitaires dans les pays de l'OCDE avait chuté de 25%, une diminution "essentiellement imputable aux Etats-Unis" où l'administration Trump a instauré un net durcissement de leur politique migratoire. Au contraire, l'immigration de travailleurs permanents était "en forte progression (+13 % en moyenne)" notamment au Royaume-Uni (+42 %), en Finlande (+29 %), au Luxembourg (+29 %) et en France (+12 %). Dans les pays européens de l'OCDE et aux Etats-Unis, "les immigrants sont fortement surreprésentés dans les secteurs des services dans lesquels les travailleurs peu qualifiés sont très nombreux, en particulier dans les services domestiques et l'hôtellerie-restauration", rappelle l'organisation.

FRANCE - HISTOIRE - COLONISATION

Le Parti communiste en France réclame qu'une rue au nom du général Bigeard soit débaptisée

Le Parti communiste a réclamé qu'une rue de la ville de Dreux, dans le nord de la France, au nom du général Bigeard soit débaptisée pour porter le nom de Maurice Audin, un militant communiste français qui a lutté pour l'indépendance de l'Algérie et assassiné par les parachutistes dudit général.

Une délégation du parti communiste a l'intention de demander une entrevue avec le maire de Dreux, Pierre-Frédéric Billet, afin "qu'il débaptise la rue Bigeard au profit du nom de Maurice Audin", mort sous la torture pendant la Guerre de libération nationale.

A titre symbolique, des membres du Parti communiste, avec le concours de La France Insoumise et divers sympathisants de gauche, ont mené le 17 octobre --date à laquelle des manifestations pacifiques d'Algériens à Paris ont été réprimées dans la

sang par la police française-- une opération au cours de laquelle les plaques de la rue du général Bigeard à Dreux ont disparu au profit de pancartes sur lesquelles était inscrite la mention "rue Maurice-Audin", rapporte le journal l'Echo Républicain.

Au cours de la même opération, le parc des Bâtes a été rebaptisé "Parc de la décolonisation". Gisèle Quérité, figure locale du Parti communiste, conseillère municipale d'opposition à Vernouillet, a, à cette occasion, pris la parole pour dénoncer "un nom (Marcel Bigeard) salissant une rue et une ville toute entière".

Le général Bigeard s'était distingué durant la Guerre de Libération nationale par ses exactions contre les Algériens, notamment pendant la Bataille d'Alger lors de laquelle la torture avait été institutionnalisée. Il s'était

également rendu tristement célèbre par la technique dite "crevettes Bigeard" qui consistait à jeter des Algériens en mer du haut d'hélicoptères.

M. Quérité a rappelé que ce rassemblement est organisé le jour de la date anniversaire du massacre d'Algériens à Paris en 1961 par des policiers sous les ordres du ministre de police Maurice Papon et souligné que le président Emmanuel Macron avait "confirmé" en 2019 que Maurice Audin était mort sous la torture.

Le 13 septembre 2018, 61 ans après sa disparition, le président Emmanuel Macron avait reconnu officiellement la responsabilité de l'Etat français dans la disparition et l'assassinat par l'armée française de Maurice Audin, militant pour l'indépendance de l'Algérie.

GOLFE DE GUINÉE

Un marin philippin kidnappé dans l'attaque d'un navire méthanier

Un marin philippin a été kidnappé dans l'attaque d'un navire méthanier d'une compagnie américaine en Guinée Equatoriale, par des pirates dans le Golfe de Guinée, ont annoncé dimanche les autorités équato-guinéennes.

"Le ministère des Affaires étrangères de la République de Guinée équatoriale a le regret d'informer la communauté nationale et internationale que le navire Methane Princess de la compagnie Equatorial Guinea LNG (EG LNG), a été objet d'une attaque samedi matin vers 4h30", a écrit le gouvernement dans un communiqué rendu public dimanche.

L'attaque a eu lieu à une vingtaine de km au large du port de Malabo, la capitale équato-guinéenne et de Punta Europa, la principale zone des terminaux pétroliers et gaziers du pays.

Les pirates ont enlevé un marin philippin, membre de l'équipage, et un employé équato-guinéen de EG LNG, mais ce dernier a réussi à échapper à ses ravisseurs, selon le communiqué qui ajoute qu'un autre Equato-guinéen a été légèrement blessé dans l'attaque.

Depuis plusieurs années, le Golfe de Guinée, qui s'étend des côtes du Sénégal à l'Angola en passant par celles du Nigeria sur 5.700 km, a ravi au Golfe d'Aden la place d'épicentre mondial de la piraterie, selon le Bureau Maritime International (BMI), la branche de la Chambre de Commerce Internationale (ICC) spécialisée dans la lutte contre la criminalité dans le commerce maritime.

Sur les neuf premiers mois de septembre, le BMI a enregistré une hausse de 40% des actes de piraterie dans le Golfe de Guinée, dans des attaques perpétrées dans les eaux nigérianes, équato-guinéennes, béninoises, gabonaises et ghanéennes.

Et sur 85 marins kidnappés dans le monde de janvier à septembre, 80 l'ont été dans le Golfe de Guinée, soit 95% du total, selon un récent rapport du BMI.

Là, les attaques de navires marchands sont perpétrées quasi-exclusivement par des pirates lourdement armés à bord de vedettes très rapides.

Les otages sont généralement libérés contre rançons, parfois au terme de mois de captivité.

EG LNG, une filiale détenue majoritairement par la compagnie américaine Marathon Oil Corporation, exploite le terminal de liquéfaction et d'exportation de LNG (gaz naturel liquéfié) de Punta Europa.

L'essentiel des revenus de la petite Guinée équatoriale provient de ses hydrocarbures.

L'attaque s'est produite 13 jours après la libération de cinq marins - trois Russes, un Ukrainien et un Equato-Guinéen - enlevés cinq mois plus tôt dans deux navires au mouillage dans des ports de Guinée équatoriale, dont Malabo.

APS

VIETNAM

Inondations et glissements de terrain: 90 morts, 34 disparus

Les inondations, glissements de terrain et autres catastrophes naturelles provoqués par les pluies torrentielles ont fait 90 morts et 34 disparus dans la région centrale du Vietnam au cours des deux dernières semaines, a déclaré lundi le Comité directeur central pour la prévention et le contrôle des catastrophes naturelles. Les décès ont été principalement signalés dans les provinces de Quang Tri, Thua Thien Hue et

Quang Nam, selon le dernier rapport du Comité. Lundi à 06H00 (23H00 dimanche GMT), environ 37.500 ménages regroupant 121.280 personnes dans les localités de Ha Tinh, Quang Binh, Quang Tri et Thua Thien Hue ont été évacués vers des zones sûres.

Quelque 121.700 habitations étaient encore inondées, a indiqué le Comité. Depuis le 6 octobre, près de 531.800 bovins et volailles ont été tués ou empor-

tés, et l'érosion ainsi que des dommages sur plusieurs routes nationales et locales ont également été causés par les catastrophes naturelles, a-t-il ajouté. Les écoles des provinces centrales de Nghe An et de Ha Tinh ont autorisé les élèves à rester chez eux à partir de lundi pour assurer leur sécurité pendant les catastrophes naturelles, a rapporté l'Agence de presse vietnamienne. De fortes pluies sont attendues dans les localités du

centre du pays jusqu'à mercredi, avec des précipitations qui devraient dépasser les 600mm dans certaines zones, générant des risques élevés d'inondations et de crues soudaines, selon le rapport du Comité. Lors d'une réunion d'urgence tenue dimanche, le Comité a émis une alerte de niveau quatre, le deuxième niveau d'alerte le plus élevé, sur les risques de catastrophes naturelles dans le centre du Vietnam.

TCHÉQUIE

Prague: des milliers de manifestants contre les mesures anti-Covid-19

La police tchèque a fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau dimanche face à une violente manifestation à Prague contre les mesures prises par le gouvernement pour contrer la pandémie de Covid-19, ont rapporté des médias.

Plusieurs milliers de manifestants dont des supporters de football se sont rassemblés à Prague pour demander la démission du ministre de la Santé Roman Prymula.

La manifestation a pris un tour violent lorsque les policiers ont commencé à disperser la foule, le nombre de participants

étant très largement supérieur à celui autorisé par les rassemblements.

"Les participants ont attaqué la police sans aucune raison", a déclaré à la presse le chef de la police de Prague Tomas Lerch, tandis qu'un autre responsable de la police a mis en cause des "supporters radicaux".

"Nous avons utilisé des canons à eau, des gaz lacrymogènes et des pétards", a indiqué M. Lerch, précisant qu'une vingtaine de policiers avaient été blessés.

Les services d'urgence ont indiqué dans un tweet avoir soigné neuf personnes et

admis à l'hôpital quatre blessés. Avant le rassemblement, la police a arrêté cinquante personnes et saisi des feux d'artifice, des bâtons télescopiques, des coups de poing et des armes à feu.

Vendredi, le pays a enregistré un nombre record de 11.105 nouveaux cas en une journée. Dimanche, le bilan s'élevait à un total de 170.000 cas et plus de 1.400 décès.

Le rassemblement a été organisé par l'association HON, mais les supporters de football ont représenté une partie importante de la foule.

S A N T É - A L G É R I E

SOLIDARITÉ - CARAVANE Laghoutat : départ d'une caravane de praticiens bénévoles vers les zones d'ombre

Une caravane de praticiens bénévoles des Hauts plateaux et du Sud a pris le départ vendredi de Laghouat vers les zones d'ombre de cinq régions de la wilaya, a-t-on appris du directeur des programmes de développement du réseau algérien des jeunes Mahiedine Harchaoui.

Le wali de Laghouat Abdelkader Bradai a donné le départ de la caravane dont le staff médical assurera des consultations gratuites dans les zones d'ombre et enclavées relevant des régions d'Aflou, de Brida, de Bellil, d'Ain-Madhi et de Ksar El-Hirane et leurs environs, a précisé M. Harchaoui.

Organisée à l'initiative du réseau national des jeunes, en coordination avec le secteur de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, la caravane qui sillonnnera ces régions permettra aux praticiens de mener des consultations à titre gracieux aux populations des zones d'ombre et des zones éparses, éloignées des grandes structures hospitalières, a-t-il précisé.

Touchant divers domaines, dont la médecine générale, la cardiologie, l'ophtalmologie, l'endocrinologie, la diabétologie, en plus des analyses médicales, l'opération est pilotée par des praticiens spécialistes en chirurgie générale, pédiatrie, orthopédie, ophtalmologie, gynécologie-obstétrique, néphrologie-urologie et neurologie, a détaillé M. Harchaoui. L'initiative est aussi l'occasion de prendre connaissance des maladies répandues dans les zones d'ombre et faciliter leur traitement, a affirmé Dr. Ahlem Thabet (médecin-généraliste) qui s'est dite "heureuse" de contribuer à cette action humanitaire et de solidarité, appelant, au passage, ses confrères et conseurs à apporter leur aide aux populations dans les zones enclavées à travers le pays, notamment dans le Grand Sud, du fait de leur éloignement. Lancée aujourd'hui (vendredi), l'opération devra se poursuivre jusqu'au 20 octobre courant, ont indiqué les organisateurs.

CORONAVIRUS - LABORATOIRES

Oran: un laboratoire privé d'analyses agréé pour effectuer les PCR (DSP)

Un laboratoire privé d'analyses à Oran a été récemment agréé par l'Institut Pasteur pour effectuer des analyses PCR (réaction de polymérisation en chaîne) relatives au Covid-19, a-t-on appris samedi du directeur local de la santé et de la population. Lors d'une conférence de presse au niveau du siège de sa Direction, consacrée à la situation sanitaire dans la wilaya d'Oran, Abdeneur Boudaa a indiqué que l'Institut Pasteur a récemment délivré un agrément au profit d'un laboratoire privé d'analyse qui est désormais habilité à effectuer des PCR Covid-19, faisant savoir que trois autres dossiers sont à l'étude. "L'octroi des agréments obéit à des critères stricts qui doivent être validés par l'Institut Pasteur. Les critères concernent les locaux des laboratoires, l'appareil PCR et le personnel", a expliqué le même responsable, indiquant que tous les laboratoires ne remplissent pas ces critères. "Il s'agit d'une grande responsabilité qui peut relever du pénal", a-t-il rappelé, mettant en garde tout établissement de santé qui ose faire des PCR sans agrément.

M. Boudaa a, par ailleurs, assuré qu'une quatrième unité PCR relevant du secteur public (en plus de celles du CHU et de l'EHU), sera prochainement mise en service, permettant de prendre en charge plus de malades dans des délais qui ne dépassent pas 48 heures.

Sur un autre registre, le DSP d'Oran a fait savoir que le nombre de lits au niveau de l'Hôpital "Nedjma", réservé pour prendre en charge les cas Covid-19, passera de 120 à 224 lits, en le dotant d'un espace de réanimation. "Nous comptons acquérir 10 respirateurs pour les placer au niveau de l'Hôpital Nedjma", a-t-il fait savoir, ajoutant qu'il est par ailleurs question, dans un moyen terme, de mettre en place un deuxième service Infectieux.

Le seul existant à Oran étant celui du CHUO.

La constitution de stocks de moyens de protection pour les équipes médicales et du matériel pour prendre en charge les malades dont les respirateurs, constitue la priorité en ce moment, a-t-il déclaré.

214 nouveaux cas, 127 guérisons et 9 décès

Deux cent quatorze (214) nouveaux cas confirmés de coronavirus, 127 guérisons et 9 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué lundi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 54606, soit 0,5 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 1865 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 38215, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

En outre, 17 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 22 wilayas n'ont enregistré aucun cas, alors que 9 autres ont enregistré plus de 10 cas.

Par ailleurs, 39 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir.

Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.



LABORATOIRE NATIONAL ANTIDOPAGE Un accompagnement à la moralisation du sport (MJS)

Le projet de décret portant réorganisation du Laboratoire national de dépistage et de lutte contre le dopage, se veut une "mesure d'accompagnement de moralisation de la vie sportive", souligne le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS).

Ce projet de décret a pour but de "limiter le champ de compétence du Laboratoire national de dépistage du dopage à l'analyse des échantillons et au dépistage des substances et méthodes interdites dans le domaine du sport", explique le MJS.

Le Laboratoire sera doté de "missions dans le domaine de recherche, d'expertise et d'essais en matière de dopage sportif afin de s'adapter aux nouvelles méthodes et techniques de dépistage qui changent constamment", ajoute la même source.

Avec un statut d'établissement public à caractère

administratif, ce Laboratoire sera administré par un Conseil d'administration, dirigé par un directeur général et doté d'un Conseil technique. Le Laboratoire national de dépistage et de lutte contre le dopage disposera d'une autonomie de fonctionnement lui assurant l'impartialité nécessaire à la préservation de sa crédibilité et au respect des standards techniques internationaux édictés par l'Agence mondiale antidopage (AMA), indique-t-on de même source.

Il s'agira également, selon le MJS, d'actualiser les différents textes législatifs et réglementaires dans le domaine de la prévention et de la lutte antidopage dans le milieu sportif à travers le renforcement du processus de dépistage du dopage par la mise en place de mécanismes adéquats et efficaces permettant la concrétisation de

cette mission". Pour rappel, un projet de décret exécutif fixant les missions, l'organisation et le fonctionnement de l'Agence nationale antidopage, avait été présenté par le ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi, le 23 septembre dernier, lors d'une réunion du gouvernement par visioconférence, présidée par le Premier ministre Abdelaziz Djerad.

L'Agence nationale antidopage est un Etablissement à caractère administratif (EPA) placé sous la tutelle du MJS, dont le siège est à Alger et qui a pour missions essentielles d'établir le Code national antidopage en conformité avec le Code mondial dans ce domaine, d'oeuvrer à la mise en place de mécanismes propres à assurer l'application effective des règles antidopage comme condition préalable pour l'obtention de toute aide

ou subvention publique et d'élaborer le plan national annuel relatif aux plans et mécanismes de contrôle antidopage des sportifs, avait indiqué un communiqué des services du Premier ministre.

Dans le cadre de ses missions, l'agence est également habilitée à intervenir auprès des laboratoires antidopage accrédités par l'Agence mondiale antidopage, dans l'octroi d'autorisations spéciales pour l'utilisation de substances interdites, pour sanctionner toute violation des règles antidopage ainsi que pour l'élaboration d'un plan national relatif à la prévention contre le dopage dans le sport.

L'Agence nationale antidopage "se charge de remettre les résultats (des tests antidopage, ndlr) à l'Agence mondiale antidopage, seule institution habilitée à les certifier", précise le MJS.

CANCER DU SEIN

Des soins esthétiques gratuits pour améliorer la qualité de vie des patientes

Les femmes atteintes du cancer du sein bénéficieront, tout au long de ce mois d'octobre rose (mois consacré à la lutte contre ce cancer), de soins esthétiques gratuits dans l'un des centres spécialisés situé dans les hauteurs d'Alger.

L'initiative est la deuxième du genre du club Alger El Mahroussa qui offre aux femmes des soins esthétiques et corporels multiples pour leur permettre d'améliorer leur qualité de vie et leur bien-être physique et moral afin de mieux lutter contre la maladie, a souligné Mme Raouia Talhi, présidente du Club. Dans le

cadre de cette initiative lancée dimanche, des séances de soins esthétiques sont proposées, à titre gracieux, aux femmes souffrant du cancer de sein, deux fois par semaine, avec la liberté de choisir entre 3 formules de soins assurés par le Centre. Le but de l'initiative est de permettre à ces femmes de se sentir belles et de reprendre confiance en elles-mêmes, en dépit des contraintes de la maladie, a affirmé Mme Talhi.

La chimiothérapie et la radiothérapie utilisés généralement dans le traitement du cancer du sein laissent

souvent des séquelles chez les patientes, notamment sur la peau, d'où l'importance d'encourager ces dernières à en prendre soin, à travers les soins esthétiques.

Selon les registres nationaux du cancer, l'Algérie a enregistré 14 000 nouveaux cas du cancer du sein en 2019, notant que ce type de cancer est plus fréquent chez les femmes après l'âge de 40 ans. Le cancer du sein vient en tête des types de cancer les plus répandus en Algérie avec près de 45 000 cas enregistrés en 2019, selon la même source.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

EUROPE - PANDÉMIE

Plus de 250.000 décès confirmés en Europe

Plus de 250.000 décès liés au nouveau coronavirus (Covid-19) ont été recensés en Europe, selon un bilan réalisé par des médias à partir de sources officielles dimanche.

Au total, 250.030 décès de Covid-19 ont été déclarés en Europe (pour 7.366.028 cas), dont plus des deux tiers au Royaume-Uni (43.646 morts, 722.409 infections), en Italie (36.543, 414.241), en Espagne (33.775, 936.560), en France (33.392, 867.197).

Plus de 8.000 morts ont déjà été recensés ces sept derniers jours (8.342), soit le bilan le plus lourd sur une semaine dans la région depuis mi-mai.

Par ailleurs, le bilan des personnes contaminées par le nouveau coronavirus à travers le monde a franchi le



cap des 40 millions de cas dimanche, selon la plateforme Worldometers. D'après la plateforme des

statistiques mondiale en temps réel, la Covid-19 a touché plus de 40 006 239 personnes à travers le monde.

Les Etats-Unis arrivent en tête de liste des pays ayant enregistré le bilan de contamination le plus lourd avec 8 343 140 cas, suivis de l'Inde avec 7 494 551 cas puis du Brésil avec 5 224 362 cas.

Par ailleurs, la Russie arrive en quatrième position, suivie de l'Espagne, de l'Argentine, la Colombie, la France, le Pérou, le Mexique, le Royaume-Uni et l'Afrique du Sud.

INDE

579 décès des suites de la Covid-19 en 24 dernières heures

L'Inde a enregistré 55 722 nouveaux cas de coronavirus (Covid-19) et 579 décès en 24 heures, a indiqué lundi le ministère indien de la Santé. Selon le ministère, 579 personnes sont décédées des suites de la Covid-19, ces dernières 24 heures, portant ce nombre à 114 mille 610 décès.

Par ailleurs, le pays a enregistré 55

722 nouveaux cas en 24 heures. Le nombre de cas s'est élevé à 7 millions 550 mille 273. En outre, 6 millions 663 mille 608 personnes se sont rétablies de la maladie. Selon le site Worldometers, l'Inde est le deuxième pays au monde, en terme de nombre de cas.

Après avoir émergé dans la ville chinoise de Wuhan en décembre dernier,

la Covid-19 s'est propagée dans le monde entier. Le bilan global des décès des suites du nouveau coronavirus dépasse la barre d'un million, avec plus de 40,2 millions de cas confirmés dans le monde.

Cependant, il est à noter que plus de 30,1 millions de personnes se sont rétablies de la maladie.

BRÉSIL

Près de 154.000 décès liés au COVID-19

Le Brésil a enregistré dimanche 230 nouveaux décès liés au COVID-19 ces dernières 24 heures, en portant le total national à 153.905.

Selon le ministère de la

Santé, avec 10,982 nouveaux cas d'infection signalés au cours de la même période, le total de cas confirmés dans ce pays d'Amérique du Sud a atteint 5.235.344.

L'Etat de Sao Paulo, le plus

peuplé du pays, est l'épicentre de l'épidémie nationale, avec 1.063.602 cas et 38.020 décès, suivi par celui de Rio de Janeiro, avec 290.878 cas et 19.765 décès.

Le Brésil est le deuxième

pays au monde à avoir déploré le plus grand nombre de décès liés au COVID-19, après les Etats-Unis, et le troisième en nombre de cas derrière les Etats-Unis et l'Inde.

FRANCE

29.837 nouvelles contaminations en 24 heures

La France a enregistré 29.837 cas supplémentaires de contaminations par le nouveau coronavirus en 24 heures, selon les chiffres publiés dimanche soir par les autorités sanitaires.

La veille, le nombre de contaminations journalières était monté à 32.427, ce qui avait constitué un nou-

veau record. Avec 85 décès supplémentaires liés au COVID-19, le bilan de l'épidémie en France s'élève désormais à 33.477 morts.

Dimanche soir, la France comptait au total 897.034 cas confirmés depuis le début de la crise pour un taux de positivité des tests s'établissant à 13,2%. Face à la reprise de l'épidémie,

le gouvernement a ordonné l'entrée en vigueur depuis vendredi minuit (22h00 GMT) d'un couvre-feu en Ile-de-France et dans huit métropoles (Aix-Marseille, Lyon, Lille, Toulouse, Montpellier, Grenoble, Saint-Etienne et Rouen) afin de tenter d'endiguer une deuxième vague épidémique.

IRAN - ÉPIDÉMIE

3.890 nouveaux cas de COVID-19 en 24 heures

L'Iran a confirmé 3.890 nouveaux cas de COVID-19 en 24 heures, portant le nombre total de cas dans le pays à 530.380, a rapporté dimanche l'agence de presse officielle IRNA.

La porte-parole du ministère de la Santé et de l'Éducation médicale, Sima Sadat Lari, a déclaré au cours de son point de presse quoti-

dien que 252 décès liés au virus avaient été enregistrés depuis la veille pour un bilan total de 30.375 victimes.

Parmi les nouveaux cas d'infections, 1.661 ont dû être hospitalisés, a-t-elle ajouté.

Par ailleurs, en date de dimanche, 427.400 personnes se sont rétablies de la maladie et sont sorties de l'hôpital tandis que 4.744

patients dans un état critique sont toujours en unités de soins intensifs, a noté Mme Lari. Le nombre de tests de dépistage réalisés en Iran pour le COVID-19 est monté à 4.511.154, selon la porte-parole. Le risque d'infection est toujours élevé dans 27 provinces tandis que trois autres sont en alerte par rapport à la propagation de l'épi-

démie, a-t-elle poursuivi. En raison de la résurgence du COVID-19 en Iran ces dernières semaines, les autorités sanitaires ont réintroduit des mesures strictes de protection, y compris l'interdiction des déplacements interurbains dans certaines régions et le port obligatoire du masque dans la capitale Téhéran.

CHINE

Pékin appelle à désinfecter l'emballage des marchandises en provenance de l'étranger

La Commission municipale de la santé de Pékin a appelé les habitants à désinfecter l'emballage des marchandises en provenance de l'étranger commandées sur les plates-formes d'e-commerce ou via des agents afin d'éviter les contaminations par le nouveau coronavirus (Covid-19), selon des sources médiatiques chinoises. Les habitants doivent immédiate-

ment se laver les mains après un contact avec l'emballage des produits et les aliments frais commandés à l'étranger et ne doivent pas faire entrer ces produits chez eux avant d'avoir désinfecté l'emballage. Au moment d'acheter ou de transformer des aliments frais comme les fruits de mer, le bétail et la volaille, en particulier les aliments réfrigérés et congelés, les

consommateurs doivent faire attention à l'hygiène des mains et éviter de toucher leur bouche, leur nez et leurs yeux avec leurs mains, d'après les autorités municipales. Ce conseil a été donné dans les informations quotidiennes de la commission sur le Covid-19 dimanche, alors que la capitale chinoise n'a signalé aucune nouvelle infection.

BELGIQUE

Cafés et restaurants fermés

Cafés et restaurants ont gardé portes closes lundi en Belgique, une restriction pour au moins un mois jugée dramatique par ce secteur d'activité, et que le gouvernement a justifiée par l'envoie des chiffres de contamination au coronavirus.

"On ne sent pas considérés, et ça me fait mal au coeur (...) j'en peux plus", a lâché la voix brisée par l'émotion Angelo Bussi, un restaurateur bruxellois rencontré dimanche au moment où il accueillait ses derniers clients. "Responsables, cuisiniers, plongeurs, tout le monde souffre", a-t-il ajouté, alors que le secteur a déjà dû subir près de trois mois de confinement entre la mi-mars et début juin. Lundi matin, les enseignes pratiquant la vente à emporter ont pu ouvrir, notamment dans le quartier européen de Bruxelles, mais elles constituent l'exception.

Dès l'annonce vendredi des fermetures, qui se doublent d'un couvre-feu entre minuit et 5h00 du matin (à compter de lundi soir), des responsables du secteur avaient crié à la "catastrophe". Le Premier ministre belge Alexander De Croo a annoncé vendredi soir la fermeture des cafés et restaurants pour un mois en mettant en avant la croissance "exponentielle" de la pandémie dans ce pays de 11,5 millions d'habitants. Une évaluation de la mesure sera faite au bout de deux semaines.

"La situation est grave et bien pire que le 18 mars quand on a décidé un confinement pratiquement complet", a affirmé M. De Croo dimanche soir en référence au nombre de malades hospitalisés en soins intensifs (412 dans le pays). Cela "va continuer à se dégrader et on doit maintenant tout faire pour qu'on puisse soigner tous les gens qui viennent dans nos hôpitaux", a-t-il ajouté sur la chaîne RTL-TVI, "tous ensemble nous devons limiter au maximum les contacts non nécessaires". Conséquence du net rebond des infections depuis septembre, notamment parmi les jeunes gens et les étudiants, le rythme des hospitalisations et des décès (touchant surtout les personnes âgées et fragiles) s'est nettement accéléré ces derniers jours. La Belgique recensait lundi 222.253 cas de coronavirus (un chiffre qui a plus que doublé en un mois) et 10.413 décès, ce qui en fait un des pays européens les plus endeuillés par la pandémie rapporté à sa population.

Dans le pays, l'enseignement supérieur a décidé de limiter à 20% maximum la présence des étudiants sur les campus à compter de lundi.

A deux semaines des vacances de la Toussaint (à partir du samedi 31), le s'écoles restent ouvertes mais ces congés d'une semaine ont d'ores et déjà été prolongés de deux jours, jusqu'au 11 novembre inclus, dans la partie francophone du pays.

UNICEF

L'Unicef veut acquérir plus d'un milliard de seringues pour les futurs vaccins anti-Covid-19

L'Unicef veut stocker et pré-positionner un milliard de seringues d'ici la fin 2021 pour pouvoir rapidement lancer des campagnes massives d'immunisation dès que des vaccins anti-Covid-19 seront disponibles.

"Vacciner le monde contre le Covid-19 sera bientôt l'une des tâches les plus gigantesques dans l'histoire de l'humanité, et nous devons avancer aussi vite que les vaccins pourront être produits", a affirmé lundi Henrietta Fore, la directrice générale du Fonds des Nations unies pour l'enfance, citée dans un communiqué. "Afin de pouvoir aller vite, plus tard, il faut aller vite maintenant et d'ici la fin de l'année nous aurons déjà plus d'un demi-milliard de seringues pré-positionnées là où elles pourront être déployées rapidement et au meilleur coût", a expliqué Mme Fore. Les 520 millions de seringues que l'organisation veut déjà stocker d'ici la fin 2020, mises bout à bout, "suffisent à faire une fois et demi le tour du monde", a-t-elle ajouté pour donner une idée de l'ampleur de la tâche. Les fonds nécessaires pour les seringues mais aussi les 5 millions de boîtes pour pouvoir jeter en toute sécurité les seringues usagées proviennent de la Gavi, l'Alliance pour les vaccins, qui est une collaboration entre pouvoirs publics, fondations, organisations internationales et entreprises.

CHOLESTÉROL, STRESS OXYDATIF, RÉGIME POURQUOI FAUT-IL MANGER UNE POMME PAR JOUR ?

"Une pomme par jour éloigne le médecin pour toujours": ce vieux dicton reste d'actualité car la pomme est le super-fruit par excellence. On croque dedans sans attendre !

Depuis toujours, la pomme est réputée pour réduire le taux de cholestérol et plus particulièrement celui du "mauvais" (LDL). Et c'est vrai, grâce à ses fibres douces qui le captent dans le tube digestif, participant ainsi au maintien d'un taux optimal.

Mais ce n'est pas son seul bienfait : la pomme est aussi le fruit le plus riche en épicatechine, un flavonoïde dont plusieurs études ont prouvé l'intérêt pour diminuer le risque de maladie et de mortalité cardiovasculaires : jusqu'à 38 % de réduction pour ceux qui en consomment le plus ! Sans doute une conséquence, également, de son action bénéfique sur la tension artérielle et sur le stress oxydatif (qu'elle fait baisser). Sans parler de son effet "booster" de la fonction cardiaque. D'ailleurs, des chercheurs britanniques ayant analysé les habitudes de près de 10 000 personnes ont même prouvé, toutes pathologies confondues, les croqueurs de pommes consommaient moins de médicaments que les autres !

La pomme : copine des régimes
Pour son côté croquant-gourmand, sa richesse en fibres rassasiantes, mais aussi pour son bon taux de flavonoïdes (qui luttent

contre la prise de poids, en réduisant notamment l'absorption des graisses), la pomme reste l'allié minceur par excellence.

On la grignote, on la mâche bien (ce qui contribue à la satiété) et on est calée pour un moment... à peu de frais caloriques. Et comme son index glycémique reste bas (38), on ne saurait trop la recommander à tous ceux qui doivent contrôler leur poids et/ou leur glycémie ainsi qu'aux sportifs, qu'elle aidera à se réhydrater après l'effort. D'autant que ses polyphénols préviennent les microtraumatismes liés à l'exercice physique.

Un fruit super-protecteur à croquer à tout âge

La pomme est l'un des premiers aliments proposés à tout-petit car elle est très digeste - encore plus si elle est râpée ou cuite, en compote par exemple - et bénéfique pour le système digestif (elle facilite en douceur le transit intestinal). Elle sera même conseillée, cuite, en cas de diarrhée, pour sa pectine qui forme un gel venant tapisser l'intestin. Préférez-la bio car c'est désormais l'un des fruits les plus traités (parfois jusqu'à 50 fois !) Un rapport de Greenpeace de 2015 établit que les vergers européens



étaient massivement contaminés par les pesticides. Si elle n'est pas bio, les polluants se concentrent dans sa fine peau (qu'on ne peut plus consommer alors qu'elle est très concentrée en nutriments), voire juste en dessous. On la croque sous quelle forme ? Fraiche : les variétés de pommes

sont très nombreuses (la France en produit plus de 100 !), ne vous limitez pas à une seule, ce serait dommage ! Outre la courante, sans doute l'une des plus gourmandes (car sa culture est facile) mais pas la plus savoureuse, consommez crues la gala et la fuji, sucrées et juteuses, ou la verte granny

smith, très acidulée (parfaite dans les salades sucrées-salées, qu'elle relève). Découvrez les plus rustiques, comme la reinette grise et la boskoop (parfaites à cuire au four), ou les parfumées pour vos tartes et compotes (braeburn, Jonagold, eclair...). Séchée, en tranches, c'est un encas riche en glucides, parfait pour les sportifs.

Des idées pour manger des pommes tous les jours

Cuites au four : évitez des pommes et placez-les dans un plat à four. Graissez les trous de fruits secs, versez un fond d'eau et faites cuire 30 min environ. Parsemez d'amandes effilées 5 min avant la fin de la cuisson.

En compote : dans une casserole, mettez des pommes à chair farineuse préalablement pelées et épépinées. Ajoutez un fond d'eau, 1 bâton de cannelle et 2 étoiles de badiane. Faites cuire 20 min environ. Laissez refroidir avec les épices puis écrasez les pommes à la fourchette.

Avec des carottes : râpez 4 carottes pelées et 1 ou 2 pommes rouges pelées et épépinées. Assaisonnez avec du jus de citron, un trait d'huile d'olive, du sel et du poivre. Ajoutez quelques raisins secs (facultatif).

TROP DE CHOLESTÉROL ? PASSEZ À 2 POMMES PAR JOUR



Votre médecin vient de diagnostiquer un taux de cholestérol un peu trop haut ? Vous pourriez le faire baisser en mangeant deux pommes par jour pendant les 8 semaines qui viennent. On connaît le dicton qui dit qu'une pomme par jour éloigne le médecin pour toujours, mais pour faire baisser son taux de cholestérol et réduire le

risque de maladie cardiovasculaire, c'est deux pommes par jour qu'il faudrait manger. Une nouvelle étude de l'Université de Reading, en Grande-Bretagne, vient en effet de montrer que les personnes souffrant d'une légère hypercholestérolémie pouvaient faire baisser leur taux de cholestérol de 4 % en mangeant deux

pommes chaque jour pendant au moins 8 semaines. Cette étude, publiée dans American Journal of Clinical Nutrition, a été menée auprès de 40 patients âgés de 20 à 69 ans. Pour cette étude, les scientifiques ont porté leur choix sur des Reinettes du Canada, une variété de pommes particulièrement riche en polyphénols, mais

les chercheurs pensent que des effets pourraient également être observés avec d'autres variétés. Certains patients ont mangé deux pommes et d'autres ont bu du jus de pommes fabriqué avec les mêmes fruits. Mais la réduction du taux de LDL, le "mauvais" cholestérol a uniquement été enregistré chez les croqueurs de pommes.

LES POMMES BIO MEILLEURES POUR LE MICROBIOTE

Une étude montre que les pommes bio contiennent une variété de bactéries plus diversifiée que les variétés conventionnelles. Elles pourraient donc être meilleures pour notre microbiote.

Dans une étude publiée dans la revue Frontiers of microbiology, les chercheurs de l'Université de Graz, en Autriche, expliquent que les pommes bios sont meilleures pour la santé que les pommes conventionnelles car elles contiennent une variété de bactéries plus diversifiée. En outre, les

scientifiques affirment que pour bénéficier de toutes leurs vertus santé, il faudrait manger toute la pomme, y compris le trognon !

DES PROBIOTIQUES DANS LES POMMES BIO

L'étude suggère qu'une pomme bio regorge de près de 100 millions de bactéries dont 38 millions dans les pépins et 22 millions dans le trognon. En outre, ces pommes biologiques contiennent un probiotique de la famille des Lactobacillus, alors que ce dernier est

totalement absent des pommes cultivées de manière conventionnelle. À l'inverse, des agents pathogènes connus, y compris ceux de la famille Escherichia-Shigella qui peuvent provoquer des diarrhées ou des troubles intestinaux, ont été trouvés dans la plupart des échantillons de pommes conventionnelles, mais pas dans les produits biologiques.

Si vous avez une soudaine envie de pommes, voici quelques recettes à tester... avec des pommes bio, bien sûr !



12 ALIMENTS QUI NOUS SOIGNENT

Certains aliments, en plus de leurs qualités nutritionnelles possèdent des propriétés particulières, qui en font de véritables remèdes naturels. Découvrez les quels.



Cholestérol : quelle différence entre LDL et HDL ?

On entend souvent parler de « bon » cholestérol, par opposition au « mauvais » cholestérol. Sous ces deux dénominations se cachent le LDL et le HDL. Quelle est la différence entre les deux ? Que signifient ces deux critères ? Quelles sont les valeurs à ne pas dépasser ? On lit le point. C'est bien connu, avoir du cholestérol augmente le risque de problèmes cardiovasculaires. Mais pour autant, il ne faut pas confondre le « bon » cholestérol du « mauvais » cholestérol. Car si le second est néfaste pour les artères, le premier se charge de les nettoyer et de transporter les graisses vers le foie pour les éliminer. Derrière ces dénominations se cachent en réalité deux familles de protéines : les HDL pour « high density lipoprotein » (lipoprotéines à haute densité) et les LDL, « low density lipoprotein » (lipoprotéines à faible densité).

LE CHOLESTÉROL HDL, OU « BON » CHOLESTÉROL. Les lipoprotéines HDL ont pour rôle de capter les molécules de cholestérol qui se déposent dans les artères, pour les transporter vers le foie. Ce dernier se chargera ensuite d'éliminer le cholestérol par le tube digestif, grâce à la bile. Les HDL permettent donc de diminuer le taux de cholestérol dans le sang, d'où le nom de « bon » cholestérol. On considère que le taux de cholestérol HDL doit être supérieur à 0,35 g/L. Protéger des maladies cardiovasculaires.

LE CHOLESTÉROL LDL, OU « MAUVAIS » CHOLESTÉROL. Les lipoprotéines LDL déposent le cholestérol sur les parois des artères, ce qui occasionne des plaques de graisse appelées plaques d'athérome, d'où le nom de « mauvais » cholestérol. Mieux vaut donc avoir un faible taux de LDL dans le sang, pour diminuer le risque de problèmes cardiovasculaires. Le taux de LDL ne doit généralement pas excéder 1,5g/L. Chez une personne présentant un ou plusieurs facteurs de risque cardiovasculaire (hérédité, diabète, surpoids, obésité, âge), il est conseillé de ne pas dépasser la limite d'1,2g/L. Le terme de cholestérol total regroupe les taux de cholestérol HDL et LDL. Ce taux doit être inférieur ou égal à 2g/L, mais plus il est bas, mieux c'est.

LES TRIGLYCÉRIDES, D'AUTRES GRAISSES À SURVEILLER
En plus des taux de HDL et de LDL, le taux de triglycérides peut être mesuré lors d'une analyse de sang. Les triglycérides sont l'autre type de graisses présentes dans le sang, mais sont moins associés à un risque cardiovasculaire. On considère un taux de triglycérides est normal lorsqu'il est inférieur à 2g/L.

L'ail protège des accidents vasculaires cérébraux en fluidifiant le sang, la cranberry prévient les infections urinaires... Ces effets sont liés à leur teneur en protéines, vitamines... ou grâce à des substances que l'on trouve dans certains aliments, surtout les végétaux, et qui ont des propriétés curatives ou préventives : tanins, alcaloïdes, saponines, composés sulfurés comme l'allicine présent dans l'ail, polyphénols, phytostérols, anthocyanines, terpènes, terpénoïdes... Ainsi, l'allicine, composé sulfuré de l'ail, a un effet bactéricide, antiseptique et diurétique. L'allicine associé à d'autres composants, fait que l'ail, anti-agrégant plaquettaire, est bénéfique pour le système cardiovasculaire et régule la production de cholestérol. Les phytostérols présents dans la pomme mais aussi dans la poire et dans le coing, les triptérènes, ont montré leur capacité à diminuer le cholestérol sanguin mais ils ont aussi des vertus anticancéreuses.

La richesse en fibres solubles et en fibres insolubles de certains fruits et légumes explique également leurs propriétés santé. Les fibres solubles peuvent capter une partie des graisses du bol alimentaire et diminuer le taux de « mauvais » cholestérol. Les fibres insolubles participent à la régulation du transit intestinal et facilitent la digestion. Le bon exemple de fruit saint contenant des fibres solubles et insolubles est la pomme.

Les 12 aliments qui nous soignent

1/12 - LES CERISES
On connaît les effets diurétiques des cerises, qui permettent de limiter les risques d'infection urinaire, mais la cerise est également un fruit à conseiller aux personnes qui souffrent de goutte, une forme d'arthrite inflammatoire due à un excès d'acide urique

dans le sang. Les anthocyanes antioxydants qu'elle contient ont en effet d'importants effets anti-inflammatoires.

2/12 - LE MIEL
Le miel est très riche en antibiotiques naturels directement issus du pollen. Ces antibiotiques (majoritairement des flavonoïdes) sont actifs lorsqu'on les met en contact direct avec la zone (gorge, cuir chevelu, peau) qui a besoin d'être soignée. Privilégiez toujours les miels bio issus de fleurs antibiotiques (la lavande, le thym).

3/12 - LE GINGEMBRE
De nombreuses études ont mis en évidence les propriétés anti-inflammatoires, digestives et immuno-stimulantes du gingembre. Mais cette racine a également des vertus antiémétiques (elle soulage les nausées et les vomissements) et hypoglycémiques (elle régule le taux de sucre dans le sang).

4/12 - LA GRENADINE
La grenade est un fruit avec une teneur exceptionnelle en substances antioxydantes. Plusieurs études ont montré que la consommation de jus de grenade avait un intérêt pour la bonne santé cardiovasculaire : diminution des lésions d'athérosclérose, diminution du « mauvais » cholestérol, effet bénéfique en cas d'hypertension artérielle. En laboratoire, il a été montré que le jus de grenade ralentissait la progression de certains cancers (prostate, colon, sein...)

5/12 - LA MYRTILLE
La myrtille est astringente, diurétique, antioxydante et antiseptique. Elle améliore les troubles circulatoires comme les varices, phlébites et hémorroïdes. La myrtille soulageait également les douleurs menstruelle et est conseillée pour prévenir la cystite.

6/12 - L'OIIGNON
L'oignon est antiseptique et anti-infectieux. Il peut être utilisé en cas d'affections ORL en complément des traitements. C'est aussi un puissant diurétique employé pour lutter contre les œdèmes et la rétention d'eau. Autre atout santé : il est hypoglycémiant. A savoir : l'oignon cru est plus efficace que l'oignon cuit car ses vertus sont surtout dues à une huile essentielle très volatile.

7/12 - LE NAVET
Le navet est l'un des légumes les plus intéressants pour la santé. Ses fibres insolubles facilitent le transit intestinal. Il est émollient et cicatrisant en interne : il est utile en cas de troubles gastriques ou intestinaux. Très diurétique et dissolvant l'acide urique, il est recommandé en cas de cystites. Il soulagerait également les rhumatismes.

8/12 - LA POMME
La pomme a de très bonnes qualités digestives et diurétiques. Régularité du transit intestinal elle soulage la constipation tout comme les diarrhées. Ce fruit a un effet positif sur les infections et les troubles urinaires. Des études ont montré une diminution significative du cholestérol chez les mangeurs de pommes.

9/12 - L'AIL
L'ail est un puissant antiseptique. Il a des propriétés anti-bactériennes et anti-infectieuses. Il peut donc être utilisé pour traiter un rhume ou un léger état grippal (pour caresser, respirez régulièrement des morceaux d'ail broyé).

L'ail aide en outre lors de certains problèmes intestinaux telle la diarrhée. Il soulage aussi en cas de crampes d'estomac.

Il a par ailleurs un effet cardioprotecteur : il a une action bénéfique sur le système circulatoire en fluidifiant le sang. Il baisserait

le taux de mauvais cholestérol. Dernier atout : Il aurait également des propriétés bénéfiques contre le cancer. A savoir : les propriétés bénéfiques et thérapeutiques de l'ail ne sont actives que si l'ail est consommé cru. Cuit, il perd la plupart de ses bienfaits.

10/12 - L'AIRESILLE OU CRANBERRY
Le jus de cette petite baie est capable de prévenir les infections urinaires.

L'airesille contient des substances (les proanthocyanidines) qui se fixent sur les bactéries Escherichia Coli, majoritairement responsables des cystites et les empêchent d'adhérer aux parois de la vessie. L'airesille aurait également un effet bénéfique sur le système cardiovasculaire.

11/12 - LA CAROTTE
La carotte a des propriétés anti-anémique, diurétique, laxative, antiseptique et vermifuge. Les fibres de la carotte crüe ont une action régulatrice sur l'intestin. Leur pouvoir anti diarrhéique est bien connu.

Une forte consommation de carottes crues diminue le taux de cholestérol (il est piégé grâce à la pectine qu'elle contient). La carotte est également recommandée contre les rhumatismes et l'arthrite.

12/12 - LE CITRON
Le citron est l'un des meilleurs aliments qui soignent. Il est antiseptique, anti-rhumatismal, antibactérien, diurétique, anticholestérol. Il est conseillé comme anti rhumatismal, anti-gouttes et reminéralisant donc il est utile en cas d'arthrite ou de dorsalgies.

Ses autres indications sont les problèmes respiratoires (rhume, maux de gorge...), les problèmes intestinaux et les infections urinaires.

PRÉSIDENTIELLE EN GUINÉE

Le taux de participation estimé à plus de 75%

Le taux de participation des citoyens à l'élection présidentielle de dimanche est estimé à plus de 75%, a indiqué Mamadi 3 Kaba, porte-parole de la Commission électorale nationale indépendante (CENI).

Après la fermeture de tous les bureaux de vote aux environs de 18h00 GMT, la phase de dépouillement se poursuit toujours sur place et dans les bureaux de centralisation des résultats du scrutin électoral.

Durant cette phase, les votes des citoyens seront comptés et notifiés dans les procès-verbaux dont une copie sera envoyée au site central de la CENI, une copie destinée aux partis politiques, une copie à afficher au bureau de vote, pour informer les citoyens inscrits dans de la circonscription électorale.

Selon M. Kaba, le vote s'est globalement déroulé sans incident majeur ni anomalie, avec une large mobilisation des électeurs dans les circonscriptions électorales.

Mamadi 3 Kaba a précisé que plus de 11.000 observateurs électoraux nationaux et internationaux, dont ceux de l'Union Africaine et de la CEDEAO, ont été déployés à Conakry ainsi que dans les différentes régions de la Guinée.

D'après la loi électorale, la CENI dispose de 72 heures pour la publication des résultats provisoires, après la réception du dernier procès-verbal en provenance des 38 Commissions administratives de centralisation des votes (CACV).

Plus de 5 millions d'électeurs sont inscrits pour voter dans environ 15.000 bureaux de vote. Au total, 12 candidats dont 2 femmes sont en compétition pour cette élection présidentielle du 18 octobre.

SAHEL

Près de 1,6 million déplacés internes

Près de 1,6 million de personnes sont actuellement déplacées dans le Sahel central alors qu'elles n'étaient que 70.000 il y a deux ans, a indiqué lundi le Bureau de la coordination des Affaires humanitaires de l'ONU (OCHA).

Selon ce département des Nations Unies, "les habitants de cette région frontalière entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger sont aujourd'hui à l'épicentre des conflits, de la pauvreté et du changement climatique".

Et sans une aide des pays donateurs, les agences humanitaires craignent que "la région ne se transforme en l'une des plus grandes crises du monde".

Les pays du Sahel central, à savoir le Burkina Faso, le Mali et le Niger, sont ceux qui connaissent les déplacements les plus importants.

Près de 1,6 million de déplacés internes et 736.000 réfugiés ont fui la violence au Sahel central, dont plus de 600.000 pour la seule année en cours", alors qu'elles n'étaient que 70 000 il y a deux ans, selon l'agence onusienne.

De son côté, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef) a fait état de cas vérifiés de violations graves contre les enfants et estimé que près de 4.000 écoles ont été détruites ou fermées au Sahel depuis le début de cette année, poussant des milliers d'écoliers à l'abandon scolaire. "Un nombre record de 7,2 millions d'enfants au Burkina Faso, au Mali et au Niger ont désormais besoin d'une aide humanitaire, soit une augmentation de deux tiers en un an seulement", a dit aux médias vendredi, Marixie Mercado, porte-parole de l'Unicef.

APS

SAHARA OCCIDENTAL

Le Costa Rica continue à plaider pour "une solution politique juste et durable"

La Représentante permanente du Costa Rica auprès des Nations unies, l'ambassadrice Maritza Chan, a affirmé que son pays "continuera à plaider pour une solution politique, juste, durable et acceptable pour toutes les parties au Sahara occidental", conformément aux résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité de l'ONU.

"En ce qui concerne le Sahara occidental, le Costa Rica comprend que cette organisation (ONU) doit faciliter le règlement des différends internationaux dont il est saisi", a déclaré la diplomate costaricaine dans son intervention au débat général de la 75e session de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) de l'Assemblée générale. "Pour cette raison, nous voulons continuer à plaider pour une solution juste, durable et politique acceptable pour toutes les parties au Sahara occidental, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale qui ont régi le processus de décolonisation et aux résolutions correspondantes du Conseil



de sécurité des Nations unies", a-t-elle souligné. L'ambassadrice a saisi l'occasion pour demander au secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres de "nommer, dès que possible, un nouvel Envoyé spécial pour

le Sahara occidental". Elle a en outre, encouragé les parties au conflit, le Maroc et le Front Polisario, à "poursuivre le dialogue et à coopérer pleinement avec l'ONU", pour régler la question de la dernière colonie en

Afrique. "La nation d'Amérique centrale maintient et réaffirme son engagement à continuer d'œuvrer pour l'éradication complète et rapide du colonialisme sous toutes ses formes", a-t-elle conclu.

LIBYE

Début d'une réunion de la commission militaire conjointe à Genève

La commission militaire libyenne conjointe (5+5), représentant les deux parties en conflit dans ce pays, a débuté lundi à Genève sa quatrième réunion sous les auspices des Nations unies, a annoncé l'ONU.

Dans un bref communiqué, l'ONU a annoncé que la réunion de ce comité militaire mixte "a commencé ce matin" en présence de Stephanie Williams, représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies et Cheffe de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (Manul), sans donner plus de détail sur sa durée.

Confirmée lors du sommet international du 19 janvier 2020 à Berlin, la commission militaire conjointe doit

définir les conditions d'un cessez-le-feu durable, avec retrait de positions militaires.

C'est l'une des trois voies poursuivies en parallèle par la Manul, avec le volet économique et le volet politique.

La réunion, qui a débuté avec l'hymne Libyen ainsi qu'une prise de parole de Mme Williams et des chefs des deux délégations, doit se terminer le 24 octobre.

L'ONU n'a donné aucun détail sur les déclarations des participants à cette réunion, qui se tient à huis-clos.

La Manul "espère que les deux délégations pourront trouver une solution à tous les différends encore existant afin d'arriver à un cessez-le-feu complet

et permanent dans toute la Libye", souligne encore le communiqué.

La précédente réunion s'était tenue pendant deux jours fin septembre en Egypte, dans la station balnéaire d'Hourghada sur la mer Rouge.

Des pourparlers réunissant des parlementaires des deux camps rivaux s'étaient tenus plus tôt en septembre au Maroc. Un accord global sur les institutions régaliennes avait alors été annoncé. Toujours en septembre, des "concertations" inter-libyennes s'étaient aussi déroulées à Montreux, en Suisse.

Plusieurs séries de négociations ont eu lieu ces dernières années et plusieurs accords ont été annoncés mais sans être suivis d'effets.

PRÉSIDENTIELLE EN CÔTE D'IVOIRE

Une mission de l'Afrique de l'ouest à Abidjan

Une mission de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) est arrivée dimanche à Abidjan, la deuxième en une semaine en Côte d'Ivoire.

"Aucune crise ne peut être résolue sans le dialogue", a déclaré Shirley Botchway, ministre ghanéenne des affaires étrangères qui conduit la délégation ouest-africaine, à l'issue d'une rencontre d'un

peu plus d'heure avec deux des candidats de l'opposition, l'ancien président Henri Konan Bédié et l'ex-Premier ministre Pascal Affi N'Guessan.

"Nous étions là la semaine dernière, nous revenons pour poursuivre notre travail", a-t-elle ajouté.

"Nos revendications sont connues, elles vont de la Commission électorale à la participation des candidats

recalés, en passant par le retrait de la candidature de M.

Ouattara, la réforme du Conseil Constitutionnel, l'audit de la liste électorale.

Tout ça est connu", a déclaré de son côté Pascal Affi N'Guessan, promettant "de se battre jusqu'à ce que (ses) revendications soient satisfaites".

La délégation de la Cédéao doit également rencontrer le

chef de l'Etat et candidat à un troisième mandat controversé Alassane Ouattara, ainsi que le Premier Ministre Ahmed Bakayoko.

Des violences intercommunautaires opposant partisans et adversaires de M.

Ouattara ont fait au moins deux morts depuis vendredi à Bongouanou (200 km au nord d'Abidjan), fief de Pascal Affi N'Guessan.

ZIMBABWE

Vers une baisse de l'inflation annuelle à 134%

Le Zimbabwe s'attend à ce que son inflation annuelle moyenne ralentisse à 134% en 2020, révèle un rapport du ministère des Finances publié dimanche.

Au Zimbabwe, pays plongé dans une crise économique depuis vingt ans, le taux d'inflation annuel avait dépassé le chiffre vertigineux de 500% en février dernier, selon l'Agence nationale des statistiques (ZNSA), qui n'avait plus publié de statistiques depuis plusieurs mois.

"Le taux d'inflation en rythme annuel tel que mesuré par l'index des prix à la consommation (CPI) s'élève à 540,16%", a indiqué la ZNSA sur son compte Twitter.

Le Zimbabwe est plongé depuis une vingtaine d'années dans une crise aigue marquée par un chômage de masse et la dévaluation continue de sa monnaie, le dollar zimbabwéen.

Le pays a en outre renoué récemment avec les pénuries de produits alimentaires, de carburant, de médicaments

ou encore d'électricité et une inflation à trois chiffres.

Le FMI a indiqué que les difficultés économiques du pays se sont poursuivies au cours de l'année 2020, exacerbées par des chocs météorologiques graves.

"La croissance du PIB devrait être très négative dans la mesure où les effets de la sécheresse sur les productions agricole et électrique, la consolidation fiscale (...) tirent la croissance vers le bas", souligne le FMI dans un communiqué.

PALESTINE

Covid-19 : Arekat est dans un "état critique" (hôpital)

Le secrétaire général de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), Saëb Arekat, contaminé par le nouveau coronavirus (Covid-19) est dans un "état critique", a indiqué lundi l'hôpital de la ville d'El-Qods occupée où il a été transféré. Agé de 65 ans, M. Arekat est atteint de fibrose pulmonaire et avait subi en 2017 une greffe de poumon dans un hôpital américain. L'OLP a annoncé le 9 octobre qu'il avait été contaminé par le nouveau coronavirus. "M. Arekat a passé une nuit calme mais ce matin son état s'est détérioré et est maintenant considéré comme critique", a indiqué l'hôpital Hadassah Ein Kerem dans un communiqué. "En raison de difficultés respiratoires, il a été mis sous respirateur et endormi". Soigner M. Arekat, "pose un défi" en raison de ses problèmes pulmonaires, selon l'établissement. L'hôpital Hadassah Ein Kerem a admis dimanche le responsable palestinien dans l'unité de soins intensifs dédiée aux malades du coronavirus à la demande de responsables de l'Autorité palestinienne. "Il est arrivé dans un état grave, nécessitant une assistance et de fortes doses d'oxygène", a-t-il indiqué l'établissement. En Cisjordanie, 42.490 cas de contamination au coronavirus - dont 381 décès - ont été recensés. Dans la bande de Gaza, 4.650 cas de Covid-19 ont été enregistrés, ainsi que 27 décès, sur environ deux millions de Palestiniens.

RÉGION MENA

Nécessité d'accélérer les réformes et la diversification économique (FMI)

Les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (Mena) doivent accélérer les réformes, notamment la diversification de leurs économies face aux impacts liés à la pandémie et à la chute des prix du pétrole, a recommandé le Fonds monétaire international (FMI).

Dans sa mise à jour des perspectives économiques publiée lundi, le FMI prévoit que les économies de la région se contracteront de 5% cette année, contre une projection de -5,7% en juillet. Cette contraction de 5% du PIB pourrait entraîner "une hausse du chômage de 5%", a-t-il mis en garde, alors que le manque d'emplois constitue déjà un fléau social dans de nombreux pays de la région. Selon la Banque mondiale, le chômage des jeunes atteint actuellement 26,6%.

Depuis mars, ces pays - dont beaucoup dépendent du pétrole - ont appliqué confinement et couvre-feu pour empêcher la propa-



gation du coronavirus, affectant les activités économiques.

Ce ralentissement à l'échelle mondiale a entraîné une baisse de la demande de pétrole, précipi-

tant la chute des cours du brut. Selon le FMI, le prix moyen du baril de pétrole sera de 41,69 dollars en 2020 et de 46,70 dollars en 2021, loin de la moyenne de 57 à 64 dollars en 2019.

L'un des pays les plus touchés de la région est le Liban, confronté à sa pire crise économique depuis la guerre de 1975-1990: il a d'abord vu sa monnaie s'effondrer, avant de subir l'impact de la pandémie et d'une gigantesque explosion meurtrière en août.

Selon le FMI, son économie devrait se contracter de 25% en 2020, soit plus du double de l'estimation d'avril (-12%). L'économie de l'Arabie saoudite, la plus importante du monde arabe, devrait se contracter de 5,4% cette année, d'après le FMI, ce qui représente une légère amélioration par rapport aux -6,8% estimés en début d'année.

THAÏLANDE

Le parlement convoqué, les manifestants augmentent la pression

Le Premier ministre thaïlandais Prayut Chan-O-Cha a convoqué lundi une session extraordinaire du parlement face à des manifestants qui continuent à défier le pouvoir avec de nouveaux rassemblements prévus pour demander la libération de militants et une réforme de la monarchie. Plusieurs dizaines de milliers de manifestants, des jeunes pour la plupart, sont descendus dans la rue la semaine dernière à Bangkok malgré des mesures d'urgence interdisant tout regroupement de plus de quatre personnes.

"Nous demandons l'ouverture d'une session extraordinaire pour résoudre ce conflit" a indiqué le Premier ministre.

"Je demande aux manifestants de se rassembler pacifiquement. Le gouvernement a déjà fait certains compromis", a-t-il averti.

Quelque 20.000 personnes ont manifesté dans la capitale thaïlandaise dimanche, selon la police, tandis que les médias locaux et les manifestants faisaient état de foules plus importantes.

Le mouvement, sans leader clair, appelle à la démission du Premier ministre, un ancien général, porté au pouvoir par un coup d'Etat en 2014 et à une révision de la constitution qui, estiment-ils, favorise les militaires lors des élections.

Le mouvement réclame aussi

l'abrogation de la loi de lèse-majesté, qui punit de trois à quinze ans de prison toute diffamation ou insulte envers le monarque et sa famille.

Il ose aussi demander une réforme de la puissante et riche monarchie, un sujet tabou dans le pays il y a peu.

Les manifestants voudraient davantage de transparence dans les finances de la riche monarchie et la non-ingérence du souverain Maha Vajiralongkorn dans les affaires politiques.

Le mouvement de contestation semble gagner du terrain dans le pays avec des rassemblements plus petits signalés dimanche dans plusieurs villes du pays, comme à Phuket au Sud ou Khon Kaen dans le Nord-Est.

Le Premier ministre a averti lundi

que le gouvernement devait protéger la monarchie.

"C'est le devoir de tous les Thaïlandais", a-t-il indiqué à des journalistes. Le mouvement, qui défile depuis trois mois, a pris de l'ampleur la semaine dernière après qu'un groupe de manifestants a fait un salut "à trois doigts", inspiré des films "Hunger Games", au convoi de la reine Suthida.

Deux activistes, Ekachai Hongkangwan et Bunkueanun Paothong, ont été interpellés vendredi et en couronné pour "acte de violence contre la reine" une peine de 16 ans de détention à la prison à vie.

Les affrontements entre manifestants et police se sont aggravés vendredi quand les forces de l'ordre ont utilisé des canons à eau pour la première fois.

BOLIVIE

Luis Arce, le dauphin d'Evo Morales, remporte la présidentielle

Luis Arce, le candidat de la gauche et dauphin de l'ancien chef de l'Etat Evo Morales, a remporté dimanche la présidentielle en Bolivie dès le premier tour avec 52,4% des voix, selon un sondage de sortie des urnes diffusé par la chaîne privée Unitel. L'ancien ministre de l'Economie devança de plus de 20 points son principal rival, le centriste Carlos Mesa (31,5% des voix), et assure le retour au pouvoir du Mouvement vers le socialisme (MAS) après la démission en novembre 2019 d'Evo Morales, accusé par l'opposition de fraude électorale.

**ARMÉNIE - AZERBAÏDJAN
Guterres condamne les attaques contre les zones habitées dans la zone de conflit du Haut-Karabakh**

Le Secrétaire général des Nations Unies Antonio Guterres a condamné dimanche "toutes les attaques contre des zones habitées" dans et aux alentours de la zone de conflit du Haut-Karabakh, tandis que l'Arménie et l'Azerbaïdjan s'accusaient mutuellement d'avoir enfreint le récent cessez-le-feu humanitaire.

Dans un communiqué publié par son porte-parole, M. Guterres a décrit comme "totalement inacceptable (...) la perte tragique de vies civiles - dont des enfants - dans la dernière frappe signalée le 16 octobre" sur Ganja, la deuxième plus grande ville d'Azerbaïdjan. Les "attaques aveugles contre des zones habitées où qu'elles se trouvent, y compris à Stepanakert / Khankendi et dans d'autres localités situées dans et autour de la zone de conflit du Haut-Karabakh", sont également totalement inacceptables, a ajouté le Secrétaire général.

"Le Secrétaire général regrette profondément que les parties en présence aient continuellement ignoré les appels répétés de la communauté internationale à arrêter immédiatement les combats", indique le communiqué publié dimanche matin, heure de New York.

Dans ses dernières conversations téléphoniques avec les ministres des Affaires étrangères de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, M. Guterres a de nouveau souligné que les deux parties avaient l'obligation, en vertu du droit humanitaire international, de constamment veiller à épargner et à protéger les civils et les infrastructures civiles au cours de leurs opérations militaires, ajoute le communiqué.

"Le Secrétaire général prend note de la dernière annonce concernant le début de la trêve humanitaire le 18 octobre. Il attend des deux parties qu'elles respectent pleinement cet engagement, et qu'elles reprennent sans délai des négociations de fond sous les auspices des coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE" (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), conclut le communiqué.

COLOMBIE

Des milliers de membres des communautés indigènes à Bogota pour exiger de voir le président

Des milliers de membres des communautés indigènes de Colombie ont afflué à Bogota dimanche pour réclamer une rencontre avec le président Ivan Duque et dénoncer la vague de violences qui secoue leurs territoires.

"Nous demandons des garanties pour la vie (...) et qu'ils respectent les accords de paix" convenus en 2016 avec l'ancienne guérilla des Farc, a dit à la presse Hermes Pete, responsable du Conseil régional indigène de l'Etat du Cauca.

Le mouvement de protestation a commencé le 10 octobre dans le sud-ouest de la Colombie et a progressivement évolué vers la capitale.

Quelque 7.500 membres de communautés indigènes sont arrivés à Bogota. Le conseiller présidentiel Miguel Ceballos a néanmoins affirmé qu'il n'était pas possible de rencontrer le chef de l'Etat et proposé des entretiens à un niveau inférieur.

"Le sujet n'est pas à discuter avec des ministres mais avec le président de la république", a insisté de son côté, Hermes Pete. Si Ivan Duque "ne se montre pas à Bogota, nous repartirons (...) et nous agirons", avait averti mardi M. Pete, fais allusion à d'éventuels blocages de la route Panaméricaine reliant la Colombie et l'Equateur.

La maire de Bogota Claudia Lopez a pour sa part salué le mouvement de protestation et demandé au président d'écouter les revendications des communautés indigènes. Lundi, un ancien leader communautaire et son épouse avaient été assassinés par balles à Suarez, dans l'Etat de Cauca, selon les représentants des indigènes.

L'Organisation nationale indigène de Colombie (Onic) a dénoncé le fait qu'au moins 167 indigènes aient été assassinés depuis l'arrivée au pouvoir d'Ivan Duque en 2018. Le désarmement des Farc a permis de faire diminuer l'intensité du conflit, mais le pays reste confronté à la violence de l'Armée de libération nationale (ELN), dernière guérilla active, ainsi que des narco-trafiquants.

RÉFORME DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE Vers la création d'un "Centre algérien du cinéma"

Le passage d'une activité cinématographique à une véritable industrie passe par la création d'un "Centre algérien du cinéma", regroupant toute les activités de gestion du secteur, a indiqué Bechri Youcef Sehairi, secrétaire d'Etat, auprès du ministre de la Culture et des Arts, chargé de l'industrie cinématographique et de la production culturelle.

Dans un entretien à l'APS, Youcef Sehairi a expliqué que le projet du Centre algérien du cinéma était "actuellement à l'étude" ajoutant que cet établissement est conçu pour "regrouper les activités de gestion de l'industrie cinématographique".

La création de ce centre est une étape importante pour la gestion du secteur, estime-t-il, jugeant que les missions et prérogatives des entreprises existantes, à l'image du Centre algérien pour le développement du cinéma (Cadc) ou du Centre national du cinéma et de l'audiovisuel (Cnca) se "rejoignent souvent".

Sur le plan de la législation, le secrétaire d'Etat a évoqué la révision entamée récemment de la loi sur le cinéma et l'audiovisuel estimant que ce cadre juridique "ne convient plus aux réalités du métier".

Youcef Sehairi a également rappelé que le ministère de la Culture et des Arts étudie de nombreux dossiers à même de redynamiser l'industrie cinématographique algérienne et de régler les problématiques soulevées par les professionnels du secteur à l'instar de la formation et du statut de l'artiste et devrait être "à l'ordre du jour du ministère dans les prochaines semaines", précise-

t-il. S'agissant des professionnels du cinéma, le secrétaire d'Etat a évoqué un prochain accord entre le ministère de la Culture et des Arts et celui des Finances pour émettre une carte professionnelle à l'adresse des techniciens et professionnels du cinéma pour que ces derniers puissent bénéficier "d'une couverture sociale et de facilitation dans les domaines de la production".

Abordant la production cinématographique, Youcef Sehairi a insisté sur l'importance "d'ouvrir les champs aux producteurs étrangers" pour faire de l'Algérie une destination des réalisateurs et producteurs ce qui sera également une occasion de "promouvoir l'image de l'Algérie et son potentiel cinématographique mais aussi pour le transfert des connaissances et expériences dans ce domaine".

Interrogé sur le dossier des salles de cinéma, le secrétaire d'Etat chargé de l'industrie ciné-



matographique et de la production culturelle a indiqué que 81 salles étaient sous tutelle du ministère de la Culture et des Arts, dont 25 ouvertes au public, alors que 251 autres salles appartiennent aux communes.

Des réunions entre les deux départements ont abouti à la possibilité de récupération des salles fermées par le ministère de la Culture et des Arts, a-t-il indiqué, précisant que l'implication des opérateurs privés dans la gestion des salles était à l'étude.

Ces dernières années, le secteur du cinéma vit une situation des plus complexes due particulièrement à la baisse de la production, à l'absence quasi totale de salles de projection opérationnelles, à la faiblesse de la distribution et de la formation, selon des observateurs.

ALGÉRIE - TCHÉQUIE

Signature d'une convention de partenariat entre l'ENCRBC et l'université tchèque Pardubice

Une convention de partenariat et de formation a été signée, dimanche au Palais de la Culture Moufdi Zakaria à Alger, entre l'Ecole Nationale de Conservation et de Restauration des Biens Culturels (ENCRBC) et l'université de Pardubice (République Tchèque).

S'inscrivant dans le cadre du partenariat entre le ministère de la Culture et des arts et le ministère tchèque de la culture, la convention a pour objectif d'échanger les expertises en matière de restauration du patrimoine.

Elle intervient dans le cadre de la stratégie

du ministère de la Culture et des arts visant à développer le niveau de formation et de performance des diplômés des établissements de formation relevant du ministère, à travers l'échange d'expertises et l'octroi d'opportunités de formation en résidentielle aux étudiants dans

les différents domaines de la formation qu'offre l'université de Pardubice.

Elle offrira également des opportunités de formation sous forme de bourses de courtes et de longues durées ainsi que des sessions de formation au profit des enseignants.

MANIFESTATION

La guidance du Coran pour l'éclosion des énergies, thème de la 22^e Semaine nationale du Coran à Mostaganem

La maison de la culture Ould Abderrahmane Kaki de Mostaganem abrite les 19 et 20 octobre en cours la 22^e semaine nationale du Coran sous le thème "La guidance du Coran pour l'éclosion des énergies et leur activation", a-t-on appris dimanche des organisateurs.

Cette manifestation religieuse qui coïncide avec le premier du mois de Rabie El Awel de l'année hégirienne, comporte un colloque en présence des cadres du ministère des Affaires religieuses et Wakfs et d'universitaires, ainsi qu'un concours national de récitation du Coran.

Le colloque abordera l'importance d'exploiter les jeunes talents dans l'essor du pays en montrant

la voie, grâce aux enseignements coraniques, pour permettre l'éclosion des énergies enfouies, et de mettre en exergue le rôle prépondérant des institutions dans la sensibilisation dans cette démarche.

Lors de cette rencontre, seront présentés, au programme de la première journée, 16 travaux de recherche inhérents, entre autres, au concept des énergies nationales et leurs types, à l'approche du Coran pour activer et utiliser les énergies, aux moyens de les protéger, à la culture de citoyenneté et son rôle dans l'exploitation des énergies. Au deuxième jour du colloque, les participants traiteront de la réalité de la jeunesse et l'exploitation de ses capacités

et talents, sa protection contre les fléaux dont le phénomène de l'émigration clandestine et l'investissement dans ces énergies dans le développement durable, en plus de la présentation de modèles de jeunes leaders nationaux. La rencontre sera clôturée par la mise en exergue du rôle de sensibilisation de la famille, de la mosquée, de l'école, de l'université et les médias, ainsi que l'importance de l'adhésion des entreprises économiques à cette démarche nationale.

La 22^e édition de la semaine nationale du Coran regroupera, à Mostaganem, 500 participants et 18 lauréats du concours national de récitation, tadjwid et exégèse du Coran.

RÉVOLUTION

Contribution de la littérature algérienne en langue française à faire connaître la Révolution de libération

Les participants au séminaire littéraire national intitulé : "Les écrivains de l'émigration", qui s'est clôturé dimanche à Oum El Bouaghi, ont souligné "le rôle et la contribution de la littérature algérienne en langue française à faire connaître la Révolution de libération".

Dans son intervention au cours de la rencontre de deux jours, tenue à la Maison de la culture Nouar Boubaker, Youcef Nadjaoum, enseignant à l'Université d'Oum El Bouaghi, a mis l'accent sur les raisons de l'existence de ce genre de littérature algérienne en langue française et sa contribution "efficace" à faire connaître la cause algérienne et les massacres vécus par le peuple algérien pendant la Révolution libératrice.

Dans ce contexte, le conférencier a souligné que "le colonialisme français a œuvré pour effacer la culture et l'identité algérienne en matière de coutumes, d'histoire et de langue, en plus d'imposer l'enseignement de la langue française aux Algériens au sein même de notre pays".

L'universitaire a ajouté, par ailleurs, que les écrivains algériens en langue française, parmi lesquels Mohamed Dib, Mouloud Feraoun, Assia Djebar, Kateb Yacine et Mouloud Mammeri, avaient pris la responsabilité d'exprimer de diverses manières les tourments du peuple algérien face à l'oppression des colons, et ce, malgré les entraves rencontrées pour éditer leurs ouvrages.

M. Nedjaoum a relevé, en outre, que les écrivains algériens qui écrivaient en langue française, ont recouru à cette langue pour décrire la Révolution de libération à ceux qui la maîtrisent parmi les enfants de l'Algérie et autres, en plus d'user de cette langue dans la littérature pour "cibler le colonisateur et faire connaître la cause algérienne aux Français eux-mêmes".

De son côté, Smail Harat, enseignant également à l'Université Oum El Bouaghi a donné une conférence intitulée : "Les dualités antagonistes dans la littérature de l'immigration", dans laquelle il a analysé les écrits des écrivains de l'étranger et ce qu'ils renferment comme dualités telles que l'ego et l'alter ego, la culture et la contreculture, ainsi que le sacré et le profane notamment.

La clôture du séminaire a été marquée par une lecture de poèmes de plusieurs poètes, à l'instar de Rym Bousbaa de Constantine, Bachir Leghrib d'El Oued et Keltoum Kharkhachi de Biskra. Cette rencontre littéraire nationale, coïncidant avec la célébration du 59^{ème} anniversaire de la journée nationale de l'émigration (17 octobre 1961), initiée par la Maison de la culture d'Oum El Bouaghi, en coordination avec la Maison algérienne de la poésie (bureau d'Oum El Bouaghi), a regroupé des universitaires, des poètes et des écrivains venus de 7 wilayas du pays.

MANIFESTATION CULTURELLE

Ouverture de la saison culturelle à la bibliothèque principale de Tissemsilt

La Bibliothèque principale de lecture publique "Dr Yahia Bouaziz" de Tissemsilt accueille, à partir de dimanche, les activités intellectuelles, artistiques et culturelles, à l'occasion de l'ouverture de la saison culturelle 2020-2021 dans cet établissement.

La première journée de ces activités, qui coïncide avec la célébration de la journée nationale de l'émigration, a été marquée par des expositions de photos et de livres mettant en exergue les pratiques répressives brutales de la police française contre des Algériens désarmés le 17 octobre 1961 à Paris (France).

Des livres littéraires et artistiques et des toiles d'artistes de la wilaya dont Dani Reda, Abdellaoui Nesrine et Khilbaz Mohamed sont également exposés, ainsi qu'un nombre de dessins d'enfants adhérents de la Bibliothèque.

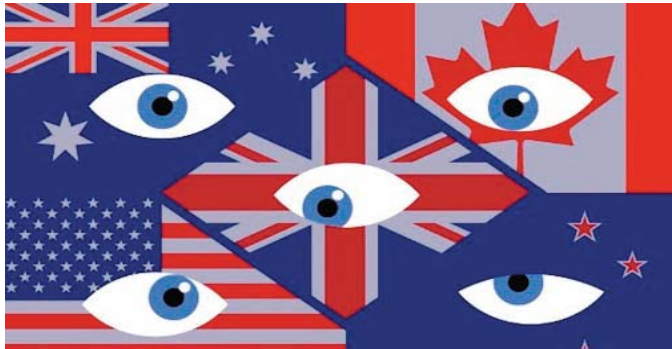
Le programme de cette manifestation de dix jours prévoit également des récitals poétiques sous le slogan "Une heure avec la poésie", animés par des poètes du genre classique dont Abdelkader Mekaria, une communication sur le roman "Un joli printemps" du jeune écrivain Hamza Dani et des conférences animées par des hommes de lettres et universitaires de Tissemsilt.

Deux concours du meilleur dessin et du jeune poète seront lancés lors de cette manifestation en vue de relancer les activités culturelles à la Bibliothèque principale de lecture publique "Dr Yahia Bouaziz" de Tissemsilt après sept mois d'inactivité à cause des mesures de prévention contre la pandémie du coronavirus.

INFORMATIQUE

L'alliance des "Five Eyes" veut des voies d'accès dans les applications cryptées

L'alliance des "Five Eyes" a plaidé dimanche pour que les entreprises de la tech installent des "back doors", ou voies d'accès, dans les applications cryptées pour permettre à la police d'y accéder en cas de besoin.



Les responsables de la justice des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de l'Australie, du Canada et de la Nouvelle-Zélande ont déclaré dans un communiqué que l'essor des applications comme Signal, Telegram et WhatsApp posait "d'importants défis à la sécurité publique".

"Le cryptage est crucial, et la vie privée ainsi que la cyber-sécurité doivent être

protégées, mais cela ne devrait pas se faire en empêchant complètement la police, et l'industrie de la tech elle-même, de pouvoir agir contre les contenus et activités illégaux en ligne les plus graves", ont-ils écrit.

Ils ont donc appelé les compagnies de la tech à permettre à la police d'accéder à ces applications "dans un format lisible et utilisable".

L'Inde et le Japon ont également signé le communiqué.

Des policiers se plaignent régulièrement, à travers le monde, des difficultés posées par le cryptage aux enquêtes criminelles.

Le communiqué des "Five Eyes" assure que la proposition de l'alliance impliquerait de demander des garde-fous.

TAXATION NUMÉRIQUE

La France envisage de taxer les géants de la Tech en décembre

La France va taxer les géants de la Tech en décembre, après l'échec des négociations à l'OCDE, a confirmé dimanche le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire.

"Nous avions suspendu la perception de la taxe le temps que la négociation de l'OCDE aboutisse.

Cette négociation a échoué, nous percevrons donc une taxe sur les géants du digital en décembre prochain", a-t-il dit, à la télévision publique française.

"La France doit être fière d'être l'un des premiers pays en Europe, avec l'Espagne, avec l'Italie, avec l'Autriche à percevoir une taxation juste sur les gens du digital, dont je rappelle qu'ils sont les seuls vainqueurs de cette crise", a souligné le ministre.

Lundi dernier, les 137 pays négociant sous l'égide de l'OCDE ont échoué à

trouver un accord pour que les grandes entreprises du numérique "paient leur juste part d'impôt".

Si l'OCDE est confiante d'aboutir d'ici la mi-2021, son secrétaire général Angel Gurría a prédit, en cas d'échec définitif, "une multiplication des actions unilatérales, des mesures de représailles", et in fine, une nouvelle "guerre commerciale". Ces nouvelles règles fiscales, en plus de pacifier les relations économiques internationales, pourraient rapporter 200 milliards de dollars par an, bienvenues alors que la pandémie a "creusé les déficits" publics, avait fait valoir M. Gurría lors d'une conférence de presse.

En face, les géants du numérique ont "tiré profit" de la numérisation de l'économie, accélérée par les diverses mesures de confinement dans le monde.

CHINE

La sonde chinoise Chang'e-4 redémarre pour son 23e jour lunaire

L'atterrisseur et le rover de la sonde Chang'e-4 ont redémarré pour leur 23e jour lunaire sur la face cachée de la Lune, a rapporté l'agence Chine Nouvelle.

L'atterrisseur s'est réveillé dimanche à 11h56 (heure de Pékin), et le rover Yutu-2, ou Lapin de jade-2, a repris ses fonctions samedi à 18h57, ont indiqué des sources du Centre de l'exploration lunaire et du programme spatial de l'Administration spatiale nationale de

Chine. Un jour lunaire équivaut à 14 jours sur la Terre, et une nuit lunaire possède la même durée.

La sonde alimentée par l'énergie solaire passe en mode veille pendant la nuit lunaire.

Après avoir atterri sur la Lune le 3 janvier 2019, la sonde Chang'e-4 a survécu environ 647 jours terrestres sur la Lune.

Durant le 23e jour lunaire, Yutu-2 se déplacera vers le nord-ouest en direction de la zone de ba-

salte ou de cratères d'impact avec une forte réflectivité. Il utilisera également un spectromètre d'imagerie infrarouge embarqué pour effectuer la détection scientifique d'une roche lunaire d'un diamètre de 30 cm, selon le centre.

Le rover a largement dépassé sa durée de vie de conception de trois mois, devenant ainsi le plus longévif ayant la plus longue durée de fonctionnement sur la Lune.

ASP

PUBLICITÉ



UNIVERSITÉ D'ALGER 2
FACULTÉ DE LANGUE ET
LITTÉRATURE ARABE ET
LANGUES ORIENTALES
SERVICES DES PERSONNELS :
E ET ATS

AVIS DE RECRUTEMENT

La Faculté de Langue et Littérature Arabe et Langues Orientales - Université d'Alger 2 - recrute au titre de l'exercice 2020 dans le corps des Maîtres Assistants grade : Maîtres Assistants classe B :

Dépt	Filière	Option	Nomb de Postes	Mode de recrutement et conditions d'accès	Lieu de Dépôt
De Langue et Littérature arabe	Etudes littéraires	01 : Littérature populaire 02 : Littérature comparée 03 : Littérature algérienne 04 : Littérature classique	02	Par voie de concours sur titre : - Pour les candidats titulaires d'un diplôme de magister ou d'un diplôme reconnu équivalent - Pour les candidats titulaires du doctorat d'état ou du diplôme de docteur en sciences ou d'un diplôme reconnu équivalent	Service des personnels E et ATS de la faculté de langue et littérature arabe et langues orientales Ben Aknoun ex fac de droit
	Arts	01 : Mise en scène théâtrale 02 : Théâtre algérien 03 : Critique du théâtre 04 : Critique de cinéma	03		
	Etudes Linguistiques	01 : Linguistique appliquée et didactique de la langue arabe 02 : Science du langage 03 : Lexicologie, lexicographie terminologie et traductologie 04 : Linguistique théorique	02		
Science du langage	Etudes Linguistiques	01 : Etudes lexicologiques et terminologiques et didactiques de la langue arabe 02 : lexicographie 03 : Terminologie et terminographie 04 : Lexicologie et lexicographie	02		
Total				09	

Constitution du dossier :

- Demande manuscrite de participation au concours sur titre adressée à Monsieur le Doyen de la faculté (précisez l'adresse, le numéro de téléphone, e-mail, et la spécialité).
 - Fiche de renseignement dûment remplie par le candidat (téléchargeable sur le site DGFP www.dgfp.gov.dz).
 - Copie de la pièce d'identité nationale.
 - Copie du document justifiant la situation du candidat vis-à-vis du service national.
 - Certificat de résidence à la Wilaya d'Alger en cours de validité -02 photos d'identité.
 - Autorisation de participation au concours de recrutement signée par l'organisme employeur (pour les candidats fonctionnaires)
 - Engagement de démission du poste d'origine en cas d'admission.
 - Copie du diplôme : Magister, Doctorat.
 - Certificats d'inscription en doctorat s'il y a lieu.
 - Justification des travaux, études, réalisées (communications et publications internationales et nationales).
 - Justification de l'expérience professionnelle.
- Les candidats admis doivent compléter leurs dossiers par les documents suivants :

- Certificat de nationalité algérienne original.
- Extrait de casier judiciaire n°3 en cours de validité original.
- Extrait de naissance.
- Certificats médicaux (médecin général, physiologie)
- Fiche familiale pour les candidats mariés.
- Les dossiers doivent être déposés au niveau de service des personnels : E, ATS de la faculté de langue et littérature arabe et langues orientales Ben Aknoun | ex fac de droit dans un délai de **15 jours** ouvrables à compter de la date de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux.
- NB :
- Le dossier des candidats titulaire d'un doctorat en sciences ou d'un doctorat d'état doit contenir une copie du diplôme de magister pour déterminer la spécialité.
- Le candidat refusé peut déposer un recours au niveau du service des personnels E et ATS de la faculté, et la personne concernée recevra une réponse au plus tard **5 jours** avant l'entretien.
- Ne sera pas retenu tout dossier incomplet, ne correspondant pas à la spécialité indiquée ci-dessus.
- La présence des documents est obligatoire pour le dépôt du dossier.

BADMINTON / COVID-19 Un cas positif au sein de la sélection algérienne féminine

Une joueuse de la sélection nationale (seniors/dames) de badminton a été testée positive au coronavirus, a appris l'APS dimanche auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FABA).

L'instance a préféré ne pas dévoiler l'identité de cette joueuse, se contentant de dire qu'elle a été libérée du stage bloqué qui se déroule actuellement au Complexe sportif de Seraïdi (Annaba).

"Après le premier test, qui s'était révélé positif, cette joueuse a subi un deuxième test PCR, et puisque ce dernier s'est également révélé positif, sa contamination au COVID-19 ne laissait plus de doute", selon la FABA.

Début octobre courant, la sélection nationale féminine avait effectué un premier stage bloqué, au Centre national des sports et loisirs de Tikjda (Bouira), sous la direction du coach Fateh Bettahar.

Ce premier stage avait été consacré au travail physique, alors que le deuxième regroupement, qui se déroule actuellement à Annaba, est consacré à l'aspect technique. La sélection nationale de badminton se prépare essentiellement pour les prochains Championnats d'Afrique de la discipline, prévus pendant la deuxième moitié du mois de février 2021, en Afrique du Sud.

LUTTE Le Mondial de Lutte seniors de Belgrade confirmé du 12 au 20 décembre

Le Championnat du Monde de Lutte Seniors de Belgrade en Serbie, est confirmé à ses dates initiales du 12 au 20 décembre 2020, a annoncé le Comité Exécutif de la Fédération mondiale de Lutte Associées (UWW).

"Plus de 70% des fédérations nationales affiliées à l'UWW ont confirmé leur engagement de participation aux Joutes de Belgrade.

Après que ce seuil de participation défini auparavant ait été atteint, le Comité exécutif a approuvé la tenue des Mondiaux à leurs dates", a expliqué l'UWW dans un communiqué, ajoutant que son bureau se réunira le 6 novembre prochain pour discuter de toute modification nécessaire de l'événement en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19) et de son impact sur la participation.

Le Championnat du Monde Juniors, préalablement programmé une semaine avant, a été annulé suite à des inquiétudes quant au nombre de participants capables d'être présents sur place, selon l'instance.

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DE VOILE

Un second tour pour départager Kim Andersen et Li Quanhai

Un second tour sera nécessaire afin d'élire le futur président de la Fédération internationale de voile (World Sailing) pour le mandat olympique 2021-2024, les résultats du premier tour des élections n'ayant pu départager le Danois Kim Andersen et le Chinois Li Quanhai, a révélé dimanche l'instance internationale. Aucun candidat n'a obtenu plus de 50% des voix exprimées et un second tour est nécessaire, en application de l'article 4.2 des statuts de la fédération. Cent-vingt-sept (127) fédérations nationales membres de l'assemblée générale de World Sailing ont soumis leur vote à la date limite du 16 octobre. Le deuxième tour du scrutin débutera mardi pour prendre fin vendredi après-midi, toujours à distance. Pour l'élection à la vice-présidence, les résultats sont connus, mais l'annonce officielle ne se fera que le 1er novembre à l'occasion de l'assemblée générale, en même temps que celle du président élu pour le prochain mandat olympique.

APS

CYCLISME - COUPE D'AFRIQUE Une "très bonne répétition générale" pour Oran avant les JM-2022

La Coupe d'Afrique des nations de cyclisme, prévue à Oran en septembre 2021, devrait constituer une occasion pour la ville afin de préparer l'organisation de la 19e édition des Jeux méditerranéens (JM) qu'elle va abriter du 25 juin au 5 juillet 2022, ont conclu les responsables concernés lors d'une réunion tenue dimanche à Oran.

Le dossier de cette épreuve a été passé en revue à l'occasion de ce conclave initié par le Comité d'organisation des JM (COJM) avec le Comité olympique et sportif algérien (COA) en présence, entre autres, du président de la Fédération algérienne du cyclisme (FAC), a annoncé cette instance dans un communiqué publié sur sa page officielle Facebook.

"La préparation des épreuves de cyclisme des Jeux méditerranéens-2022 à Oran ont été au centre d'une réunion qui a regroupé dimanche dans la capitale de l'Ouest du pays, MM.

Abderahmane Hamad, Salim Iles et Kheïredine Barbari, respectivement président du COA, directeur général du COJM et président de la FAC", lit-on dans ce communiqué.

Et d'ajouter : "Cette séance de travail a été l'occasion pour M. Barbari de



présenter le programme et les épreuves de la Coupe d'Afrique des nations de cyclisme prévue au mois de septembre 2021. Il a été question du parcours des courses qui concernent les dames et les messieurs lors de cette compétition test event".

La FAC a estimé, en outre, que "le criterium sera le clou de cette compétition, puisque les coureurs passeront à travers quelques grandes artères de la ville, à la grande joie des Oranais qui apprécient

beaucoup le cyclisme".

La même source a fait savoir, au passage, que "les parcours de la Coupe d'Afrique seront les mêmes retenus pour les épreuves des JM-2022", soulignant que les premiers responsables du COA, du COJM et de la FAC "ont relevé la spécificité des courses cyclistes de par l'engouement qu'elles suscitent, tout en insistant sur les mesures de sécurité spécifiques qu'elles exigent".

Le cyclisme est aussi

perçu par comme "vecteur de tourisme", un autre aspect non négligeable abordé lors de cette réunion pour souligner l'importance de faire des courses de la "petite reine" de "véritables fêtes avec des programmes à même de mettre en valeur la destination Algérie", a encore précisé la FAC, qui a été rassurée pour l'occasion par le "soutien du COA et du COJM pour la réussite de cette Coupe d'Afrique qui regroupera l'élite continentale de cyclisme".

HAND / MONDIAL-2021

Le sept algérien en stage du 17 au 22 octobre à Alger

La sélection algérienne de handball (messieurs) effectuée depuis samedi un stage préparatoire de six jours à Alger, en prévision du mondial 2021 de handball, prévu du 13 au 31 janvier 2021 en Egypte, a indiqué la Fédération algérienne de handball (FAHB). Un premier stage a été effectué au mois de septembre (18-28) au Centre de regroupement des sportifs d'élite de Seraïdi (Annaba) sous la houlette du sélectionneur français Alain Portes, après plusieurs mois d'inactivité en raison de la pandémie de Covid-19.

Pour ce stage, le coach national a fait uniquement appel aux joueurs évoluant dans le championnat national. Au Mondial-2021, le sept algérien fait partie du groupe F aux côtés du Maroc, du Portugal et de

l'Islande. Les camarades de Messaoud Berkous débiteront le tournoi contre le Maroc le 14 janvier avant d'affronter respectivement l'Islande (16 janvier) puis le Portugal (18 janvier).

Liste des joueurs convoqués au stage:

Yahia Zemouchi (OM Annaba), Abdellah Benmenni (GSP), Hamoudi Boucheit (MM Batna), Riyad Chahbour (GSP), Abdeljalil Zenadi (GSP), Redouane Saker (JSE Skikda), Réda Arib (GSP), Messaoud Berkous (GSP), Zohèir Naïm (JSE Skikda), Mohamed Lamine Kriba (BBA), Abderrahim Berriah (GSP), Youcef Bouzouli (OM Annaba), Yacine Benmessaoud (CR Barraki), Okba Inessaad (CR Bordj Bou Arréridj), Mokhtar Kouri (MC Saida), Sofiane Bendjilali (JS Saoura), Oussama Boudjenah (MC Saida).

NATATION

La FAN cherche à trouver des solutions à tous les problèmes des ligues

La Fédération algérienne de natation (FAN) cherche à trouver des solutions à tous les problèmes rencontrés par les ligues de wilaya, notamment ceux en relation avec les infrastructures, en concertation avec les autorités locales, a indiqué le président de la FAN, Mohamed-Hakim Boughadou. Le président de la FAN a visité la semaine dernière trois wilayas de l'Est du pays, à commencer par Annaba, où il s'est enquis des conditions de préparation de la sélection algérienne qui effectue un stage au niveau du Centre sportif de Seraïdi (10-27

octobre), en présence de cinq nageurs de l'élite nationale. "Nous avons effectué une visite à nos nageurs qui s'entraînent à Seraïdi, en présence du président de la ligue locale de natation et du chargé de mission à la direction de la Jeunesse et des Sports.

Nous sommes très satisfaits des moyens mis à la disposition de nos nageurs par cette enceinte sportive qui constitue un acquis considérable pour les athlètes algériens", a déclaré Boughadou à l'APS.

Dans la wilaya de Souk Ahras, le président de la FAN a eu des discussions

avec le président de la ligue ainsi qu'avec le directeur de la Jeunesse et des Sports, portant sur les perspectives de la discipline au niveau local, notamment le problème lié à l'absence d'infrastructures destinées à la natation. "Le wali de Souk Ahras nous a donné des garanties par rapport à la réalisation d'un siège pour la ligue locale et a développé les perspectives de développement de la discipline, selon les caractéristiques de cette région", a-t-il précisé. Le président de la FAN a achevé sa visite par la wilaya de Tébessa qui souffre "énormément

en matière d'infrastructures, soulignant à cette occasion la nécessité de lancer des projets pour le développement de la discipline. "Une demande officielle a été faite pour la récupération d'une piscine abandonnée au niveau de la commune d'El Ouenza, suivie de lancement de travaux pour sa réhabilitation. La FAN ambitionne d'organiser des compétitions de natation en eau libre et d'autres activités au niveau du barrage d'El Ouenza", a conclu Boughadou qui occupe également le poste de président de l'Union maghrébine de natation.

HALTÉROPHILIE Le Congrès électoral de la Fédération internationale en mars prochain

La Fédération internationale d'haltérophilie (IWF) a annoncé, sur son site officiel, la tenue en mars prochain de son Congrès électoral de renouvellement de ses commissions ainsi que sa réunion de réforme constitutionnelle de l'instance.

"Le Bureau exécutif a décidé de la date allant du 24 au 27 mars 2021 pour tenir le Congrès électoral et procéder à la prochaine réforme de la Constitution de la Fédération internationale d'haltérophilie", a indiqué l'instance internationale. Deux lieux ont été proposés pour accueillir ce conclave. Il s'agit de Lausanne en Suisse et d'Istanbul en Turquie.

"En raison de la situation imprévisible due à la pandémie de COVID-19, le Conseil exécutif examine actuellement d'autres possibilités dans le cas où les restrictions causées par le virus ne permettraient pas que le Congrès de l'IWF se tienne dans l'un ou l'autre endroit", a ajouté l'instance.



Mercredi dernier, le Comité international olympique (CIO) s'était dit "très inquiet" des rumeurs d'éviction de la présidente par intérim de l'IWF, Ursula Garza Papandrea, après

le scandale de corruption et de dopage qui a fait chuter son prédécesseur au printemps.

Le CIO a expliqué avoir "entretenu une excellente coopé-

ration" avec Ursula Papandrea depuis sa nomination par intérim en avril dernier, et "soutenu pleinement les réformes qu'elle a engagées au sein de l'IWF".

RUGBY (TRANSFERT)

Le demi de mêlée néo-zélandais Perenara s'engage avec les Red Hurricanes (Japon)

Le demi de mêlée des All Blacks de Nouvelle-Zélande, TJ Perenara s'est engagé pour un "contrat court" avec la franchise japonaise des Red Hurricanes, basée à Osaka, ont annoncé lundi dans un communiqué les Wellington Hurricanes, son club actuel.

"TJ a joué loyalement pour New Zealand Rugby (NZR, la Fédération néo-zélandaise, NDLR) depuis dix ans maintenant et l'opportunité (...) de jouer au Japon est positive pour lui et sa famille",

a estimé le club de la capitale. Si le contrat a déjà été signé, selon les Hurricanes, les All Blacks aux 66 test-matches ne rejoindra le Japon que "plus tard dans l'année".

Agé de 28 ans, Perenara ne disputera donc pas le prochain Super Rugby Aotearoa, la version néo-zélandaise du Super Rugby qui oppose traditionnellement des franchises de Nouvelle-Zélande, d'Australie, d'Afrique du sud, d'Argentine et du Japon.

Le tournoi a été suspendu en 2020 en

raison de la pandémie de Covid-19. "Cela ne signifie pas que c'est la fin pour moi" en Nouvelle-Zélande, a précisé Perenara, cité dans le communiqué.

"J'ai hâte de relever un défi stimulant au Japon", a-t-il ajouté. Les critères d'éligibilité en sélection sont rigoureux en Nouvelle-Zélande, particulièrement pour les joueurs évoluant à l'étranger.

La Fédération a toutefois assoupli ses critères compte tenu de la pandémie de Covid-19.

JM ORAN-2022

L'évolution des préparatifs au menu d'une séance de travail COJM-COA

Les problèmes rencontrés par le Comité d'organisation des Jeux méditerranéens (COJM) Oran-2022, ainsi que le bilan des activités de cet organisme, ont été au menu de la réunion de travail qui a regroupé dimanche à Oran le comité en question et une délégation du Comité olympique et sportif algérien (COA) dirigé par son nouveau président, Abderrahmane Hamad. Le directeur général du COJM, Salim Iles a indiqué, dans un

communiqué de presse à l'issue de la réunion, que l'occasion lui a été offerte pour faire un tour d'horizon sur le bilan des actions entreprises par son organisme depuis qu'il préside ses destinées en juillet 2019. La rencontre a permis également d'évoquer les obstacles rencontrés par le COJM pour mener à bien sa mission dans la préparation du rendez-vous méditerranéen, a ajouté le communiqué. "Les membres de la délégation du

COA et leurs homologues du COJM ont passé en revue l'état d'avancement des préparatifs des différentes commissions spécialisées. Les questions relatives aux infrastructures, à l'organisation sportive, à l'hébergement, à l'accréditation et au volet communication ainsi que la promotion des Jeux, ont été entre autres évoquées par les deux parties", lit-on encore dans le même document. Enfin, le COJM s'est "réjoui" des marques de soutien

affichées par le président du COA et les membres l'accompagnant, "qui ont exprimé leur ferme volonté et disponibilité à accompagner le COJM dans sa mission vitale au service de l'Algérie, à savoir l'organisation des XIXes Jeux méditerranéens Oran-2022". La prochaine édition des JM, que l'Algérie abritera pour la deuxième fois de son histoire après avoir accueilli celle de 1975 à Alger, est prévue du 25 juin au 5 juillet 2022.

FÉDÉRATION SUBAQUATIQUE (FASSAS)

Deux candidats pour le poste de président et 11 pour le bureau

La commission de candidatures de la Fédération algérienne de sauvetage, de secourisme et des activités subaquatiques (FASSAS), a reçu deux candidatures pour le poste de président vacant de l'instance et onze (11) pour le bureau, en prévision de l'Assemblée élective prévue, samedi prochain à la salle de conférence de l'Office du complexe Olympique Mohamed Boudiaf (Alger), a appris l'APS, lundi auprès de l'instance.

La tenue de l'assemblée élective de la Fédération algérienne de sauvetage, de secourisme et des activités subaquatiques (FASSAS), a été décidée suite au rejet du bilan financier du bureau sortant sous la présidence de Mohamed Boukheddar, lors de l'AG ordinaire, organisée le 19

septembre dernier au CNPTES de Souidania (Alger). "La commission de candidatures a clôturé, aujourd'hui lundi, l'opération de dépôt de candidatures, en comptabilisant pour le poste de président, les dossiers de Samir Karim Chaouche (président Ligue d'Alger) et Mohamed Benmedjbar (président Ligue Médéa) et pour le bureau, onze candidats", a indiqué à l'APS, le secrétaire général de la fédération Abderrahmane Ferhat.

La commission de candidatures, composée de Omar Bouzid (président), Abdelghani Boudor (représentant du ministère de la jeunesse et des sports), du SG de la fédération et d'un troisième membre de l'assemblée générale, se réunira lundi après midi pour étudier les

candidatures, avant la validation de la liste finale retenue pour la course aux différents postes (président et bureau exécutif). Les candidats dont les dossiers seront rejetés auront le droit d'introduire un recours auprès de la commission de recours, installée pour la circonstance et composée de trois membres de l'AG.

Le bureau exécutif de la Fédération algérienne de sauvetage, de secourisme et des activités subaquatiques (FASSAS) est composé de huit membres dont le président, alors que l'Assemblée est constituée de 31 membres à voix délibératives: 11 Ligues et 20 clubs sportifs amateurs, ainsi que le secrétaire général, un représentant du MJS et les 4 anciens présidents de la FASSAS à voix consultatives.

CYCLISME

Le Néerlandais van der Poel remporte le Tour des Flandres

Le Néerlandais Mathieu van der Poel a remporté le Tour des Flandres cycliste, son premier Monument, devant son éternel rival belge, Wout van Aert, dimanche à Audenarde, au sud de Gand.

Le duo, échappé avec le Français Julian Alaphilippe, qui a lourdement chuté en percutant une moto de l'organisation, s'est disputé au sprint la victoire, décrochée par Mathieu van der Poel, 34 ans après son père Adrie.

Les deux immenses favoris de ce Ronde se sont détachés à l'initiative d'une attaque d'Alaphilippe à une quarantaine de kilomètres de l'arrivée. Seul Mathieu van der Poel l'a suivi.

Le Belge Wout van Aert qui avait manqué ce mouvement de course décisif a fait l'effort seul et rejoint le trio dans la côte pavée du Taaianberg.

Un effort qui, conjugué à une chute sans gravité à un peu plus d'une centaine de kilomètres de la ligne, lui a sans doute coûté la victoire.

Van Aert, idéalement placé en deuxième position dans le dernier kilomètre, a lancé le sprint sans parvenir à surprendre le Néerlandais.

Dans le dernier hectomètre, le petit fils de Raymond Poulidor, aux coudes à coudes avec Van Aert, a grignoté les quelques centimètres d'avance pris par son rival de toujours.

Celui avec qui il s'est partagé les six derniers titres mondiaux de cyclo-cross (trois chacun).

Alaphilippe, éliminé, van der Poel et van Aert se sont relayés sans s'attaquer pour solder leurs comptes au sprint une semaine après les critiques du Belge à l'encontre de "MVDP".

"Apparemment, il préfère que je perde plutôt que de gagner lui-même. Il a peut-être oublié que j'ai déjà beaucoup gagné", avait lancé van Aert, mécontent du traitement spécial que lui a réservé Mathieu van der Poel. Le Norvégien Alexander Kristoff, le plus rapide du groupe de contre, complète le podium.

CYCLISME - TOUR D'ITALIE

Le Britannique Tao Geoghegan Hart vainqueur de la 15^e étape

Le Britannique Tao Geoghegan Hart, de l'équipe Ineos, a enlevé la 15^e étape du Tour d'Italie cycliste, dimanche, à l'arrivée au sommet dans la station de Piancavallo. Le Portugais Joao Almeida (Deceuninck) a sauvé son maillot rose de la descente menacé par le Néerlandais Wilco Kelderman, deuxième de l'étape. L'Italien Vincenzo Nibali (Trek) et le Danois Jakob Fuglsang (Astana), deux candidats à la victoire finale, ont été distancés dans l'ascension finale. Au classement général, Kelderman s'est rapproché à 15 secondes du maillot rose avant la seconde journée de repos, lundi, à Udine. Le Britannique (25 ans) a signé le 5^e succès d'étape pour l'équipe Ineos, qui a perdu dès les premiers jours son chef de file, le Gallois Geraint Thomas.

LIGUE 1 ALGÉRIENNE - JS KABYLIE

Débouté par la commission de recours, le président Mellal compte saisir le TAS

Le président de la Jeunesse Sportive de Kabylie, Chérif Mellal, suspendu deux ans par la Commission de discipline de la LFP avec proposition de radiation à vie, et dont l'appel a été rejeté dernièrement par la Commission de recours, a décidé de saisir le Tribunal Arbitral du Sport (TAS), pour faire valoir ses droits, a annoncé dimanche soir la Direction des Canaris.

"Le TAS algérien sera saisi dans les meilleurs délais pour faire valoir les droits du club" a annoncé la direction de la JSK dans un bref communiqué, en se disant "très surprise" par la décision de la Commission de recours, qui a maintenu la sanction de la Commission de discipline "en dépit des nombreux vices de forme" qui ont été énumérés par l'avocat du club dans la prise de cette sanction "arbitraire".

La Commission de discipline s'était réunie le vendredi 10 septembre 2020, sur saisie de la FAF, en date du 9 août 2020 et du 7 septembre 2020, et a prononcé une sanction de deux ans de suspension de toute fonction officielle et/ou activité en relation avec le football, à compter du 20 juin 2020, avec une proposition de radiation à vie du mouvement sportif national.

Mellal a été sanctionné pour "violation de l'obligation de réserve" ainsi que pour "outrage envers la Fédération et la Ligue" ainsi que pour "atteinte à la dignité et à l'honneur de leurs membres, avec "non-respect des décisions" des commissions juridictionnelles.

Une lourde sanction infligée au président de la JSK, alors qu'il était déjà sous le coup d'une sanction disciplinaire de deux ans de suspension fermes.

ITALIE

Un Sassuolo renversant se hisse à la 2^e place

Sassuolo a pris seul la 2^e place du Championnat d'Italie dimanche en renversant une situation compromise à Bologne (4-3), lors d'une 4^e journée prolifique, avec 41 buts marqués lors des neuf premiers matches. En soirée, l'AS Rome a conclu le festival de buts en dominant le Benevento de "Pippo" Inzaghi (5-2), grâce à un doublé de son capitaine Dzeko et des buts de Pedro, Veretout et Pérez.

Dans une Serie A convertie aux buts (plus de 4,5 buts par match samedi et dimanche), Sassuolo est régulièrement saluée pour la qualité de son jeu.

A Bologne, les Neroverdi étaient pourtant mal en point à l'heure de jeu, menés 3-1 par les hommes de Sinisa Mihajlovic. Mais les trois changements opérés par l'entraîneur Roberto de Zerbi, avec notamment les premiers pas en Italie de l'ex-Marseillais Maxime Lopez, ont tout changé. Le buteur Francesco Caputo se faisait passeur pour offrir le 3-2 à Djuricic puis égalisait de la tête en profitant d'une relance ratée sur corner du capitaine de Bologne Palacios.

Les Rossoblu, dépassés, cédaient à un quart d'heure de la fin sur un but contre son camp de Tomiyasu. Avec 10 points en quatre journées, Sassuolo occupe et seul la 2^e place du classement, à 2 points du leader, l'AC Milan, vainqueur samedi du derby face à l'Inter (2-1) grâce à un doublé d'Ibrahimovic.

"On n'a encore rien fait, la saison est longue. Il faut garder la tête froide, tous les matches sont difficiles, on l'a vu encore aujourd'hui", a relativisé De Zerbi.

En soirée, l'AS Rome a également été accrochée un temps par Benevento avant de faire la différence dans la dernière demi-heure avec trois buts qui donnent une ampleur flatteuse à cette première victoire à domicile. Après des débuts difficiles, les Romains (7e) rattrouent ainsi le bon wagon au classement en rejoignant l'Inter (6e) au nombre de points.

La Fiorentina de Franck Ribéry, elle, fait du surplace. Après deux défaites, elle pensait tenir le bon bout avec deux buts dans les quatre premières minutes sur le terrain de La Spezia mais s'est fait surprendre (2-2). Crotone (1-1 contre la Juventus) et l'Udinese (3-2 contre une équipe de Parme diminuée par de nombreux cas de Covid-19) ayant pris leurs premiers points, Torino (20e) reste la dernière équipe scotchée avec zéro point: le Toro a cédé à domicile face à Cagliari (2-3) malgré deux nouveaux buts de Belotti. La 4^e journée de Serie A se termine lundi soir avec le déplacement du Genoa chez la Hellas Vérone.

LIGUE 1 ALGÉRIENNE - USM ALGER

Résiliation de contrat à l'amiable avec Lyès Oukkal

Le défenseur Lyès Oukkal (29 ans), qui n'a pas été retenu dans l'effectif de l'USM Alger pour la saison 2020-2021, a trouvé un terrain d'entente avec ses désormais ex-employeurs pour "une résiliation de contrat à l'amiable", a-t-on appris lundi auprès de la Direction des Rouge et Noir.

"Un accord a été trouvé entre l'USMA et le joueur Lyès Oukkal pour une résiliation de contrat à l'amiable" a annoncé l'USMA dans un bref communiqué, diffusé sur son site officiel.

A son arrivée aux commandes administratives de la section football, le dirigeant Antar Yahia a immédiatement procédé au renforcement de l'effectif senior, tout en libérant de la place aux nouvelles recrues, à travers la libération des éléments qui ne cadraient pas avec son projet sportif.

Si la séparation s'est faite de manière assez rapide avec certains joueurs, elle l'a été beaucoup moins avec d'autres, comme cela a été le cas avec l'ancien défenseur de la JSM Skikda, Oukkal, qui a attendu cette fin de mois



d'octobre pour trouver enfin un terrain d'entente, pour une résiliation de contrat à l'amiable.

"Nous souhaitons bonne chance au joueur Lyès

Oukkal pour la suite de sa carrière" a ajouté la Direction usmiste dans son communiqué. Par ailleurs, l'USMA aborde ce lundi son sixième de jour de

préparation à Mostaganem (Ouest), où le staff technique a considérablement augmenté la charge de travail, en traçant un programme tri-quotidien.

CHAMPIONNAT SAOUDIEN

Double de l'Algérien Bendebka face à Al-Nassr

L'international algérien Sofiane Bendebka a été derrière le succès de son équipe, Al-Fateh en déplacement face à Al-Nassr (2-1), dimanche lors de la première journée du championnat d'Arabie Saoudite 2020-2021 de football.

Bendebka a inscrit son premier but à la 12^e minute, en profitant d'une mauvaise remise d'un défenseur pour son gardien.

En seconde période, Al-Nassr a

réussi à égaliser à la 53' par Khalid Al-Ghaannam, avant que l'ancien milieu de terrain du MC Alger n'ajoute un second but à la 63' après avoir suivi un joli centre d'un coéquipier.

Après avoir réussi avec ses coéquipiers à aider Al-Fateh à se maintenir parmi l'élite, Sofiane Bendebka a prolongé son contrat de deux saisons avec son club qu'il avait rejoint en janvier dernier en provenance

du MCA. Dans l'autre match de la première journée du championnat saoudien de première division, la formation de Damac, dirigée par l'Algérien Noureddine Zekri, a été battue à domicile par Al-Raed (2-3).

Outre le coach Zekri, Damac, qui s'est maintenu in extremis la saison dernière, compte dans son effectif le défenseur algérien Farouk Chafai, l'attaquant Brahim Chenihi et le gardien de but Mustapha Zeghba.

LIGUE 1 ALGÉRIENNE - JS KABYLIE

Deux nouveaux matchs amicaux confirmés, contre l'USB et le PAC

La Jeunesse Sportive de Kabylie (JSK) a annoncé lundi avoir réussi à programmer deux nouvelles joutes amicales, respectivement contre l'US Biskra (le 21 octobre) et le Para-

do AC (le 24 du même mois), dans le cadre de sa préparation d'inter-saison. "Le match contre l'USB se jouera au stade de Dar El Beida alors que le deuxième match amical,

contre le PAC a été domicilié au stade de Hydra" a précisé la Direction des Canaris dans un bref communiqué. Le coach Yamen Zelfani et ses poulains ont déjà disputé trois joutes

amicales jusqu'ici. C'était lors de leur précédent stage bloqué à Akbou (Wilaya de Béjaïa), respectivement contre l'AS Sûreté Nationale, le NC Magra et l'Olympique de Médéa.

LIGUE 1 ALGÉRIENNE - CS CONSTANTINE

Amine Abid opéré avec succès du genou droit

L'attaquant international algérien du CS Constantine, Mohamed Amine Abid, victime d'une grave blessure aux ligaments croisés du genou droit, a été opéré avec succès dimanche à Alger, a-t-on appris lundi auprès de la Direction des Sanafir. L'opération de l'attaquant Mohamed Amine Abid s'est très bien passée et il devrait pouvoir revenir dans environ six mois" a encore précisé la Direction constantinoise

dans un bref communiqué. Pour combler la longue absence de leur buteur international de 29 ans, les Sanafir ont procédé dernièrement au recrutement de l'attaquant Adem Redjimi.

Ce dernier venait d'être libéré par son ancien club, l'USM Alger, et les Sanafir l'ont fait signer jeudi dernier pour deux ans. Il était la 13^e recrue estivale du CSC en prévision de la nouvelle saison.



LIGUE DES CHAMPIONS (DEMI-FINALES/ALLER)

Le Raja Casablanca s'incline à domicile (0-1) face aux Egyptiens du Zamalek

Le Raja de Casablanca s'est incliné devant le Zamalek d'Egypte sur le score de 1 but à 0, dimanche soir au complexe sportif Mo-

ammed V de Casablanca, en demi-finales aller de la Ligue des champions de la CAF. L'unique but de la rencontre a été l'œuvre du

Marocain Achraf Bencharki (18e). Le match retour aura lieu samedi prochain au Caire. Dans l'autre demie, disputée la veille,

le Wydad Casablanca s'est incliné à domicile (0-2) face à l'autre formation égyptienne d'Al Ahly.

La frustration de Jackson Martinez

Recruté pour 35 millions d'euros à l'été 2015, Jackson Martinez (34 ans) a complètement raté son passage à l'Atletico Madrid. Vendu pour 42 millions d'euros au Guangzhou Evergrande, un an plus tard, l'attaquant colombien est revenu sur son échec chez les Colchoneiros. "J'aurais aimé rester, mais il y a des choses que vous ne contrôlez pas dans les clubs. Tant que je ne vois pas les personnes impliquées donner une explication, je ne vois pas nécessairement d'en parler, a soutenu le buteur de Portimonense pour le média Vamos. Martinez n'en veut toutefois pas à Diego Simeone.



BRIGHTON S'OFFRE WELBECK

Brighton et Hove Albion a annoncé l'arrivée de Danny Welbeck. L'ancien attaquant de Manchester United et Arsenal arrive gratuitement et s'est engagé pour une saison.

Welbeck, 29 ans, a été libéré par Watford après que le club ait été relégué de Premier League en fin de saison dernière. Il avait auparavant joué pour Manchester United et Arsenal. Ces dernières années, sa carrière a souvent été entachée par des blessures. Cette arrivée a pu se concrétiser grâce au règlement qui indique que les joueurs sans contrat peuvent signer dans n'importe quel club à tout moment.

Sur le site officiel du club anglais, Graham Potter, le manager de Brighton, se félicite de cette arrivée : « Nous sommes ravis que Danny se joigne à nous. Il complètera nos options de frappe existantes », a déclaré le directeur de Brighton, Graham Potter, dans un communiqué. « Il a un pedigree incontestable, et il est rapide et techniquement très bon.

Il ajoutera à notre menace offensive et nous sommes ravis d'ajouter un autre joueur de son expérience et de sa qualité » a-t-il ajouté.

ADAMA TRAORÉ LE JACKPOT ?

Pisté par Liverpool et le Barça, Adama Traoré devrait rester à Wolverhampton, avec un salaire doublé.

Adama Traoré a profité de la trêve internationale d'octobre pour faire ses débuts avec la sélection espagnole. Malgré une surprenante défaite au bout du compte (1-0), sa titularisation en Ukraine fut pleine de promesses, tant sa capacité à percuter a sauté aux yeux. En bref, l'ailier de 24 ans attire de plus en plus les projecteurs sur lui. A un tel point que des clubs comme Liverpool et le FC Barcelone, où il a été formé, se seraient renseignés à son sujet. Mais c'est bien chez les Wolves que l'ancien de Middlesbrough va continuer sa progression. Le Sun assure en effet que Traoré est proche de signer une prolongation de contrat qui va lui permettre de doubler son salaire pour dépasser les 100 000 euros par semaine. Financièrement, il va donc rejoindre le clan des salaires hebdomadaires à six chiffres, pour le moment composé de Rui Patrício, Joao Moutinho et Raul Jimenez. Son bail actuel court jusqu'en 2023 et le nouveau contrat serait de quatre saisons, soit jusqu'en 2024.

Mourinho met en garde Bale

Prêté par le Real Madrid, l'ailier Gareth Bale (31 ans, 1 apparition en Premier League cette saison) a disputé son premier match avec Tottenham depuis son retour face à West Ham (3-3) dimanche en Premier League. Entré en jeu pour les 20 dernières minutes, l'international gallois a reçu un message de la part de son entraîneur José Mourinho. "Je pense que la décision de ne pas le titulariser était la bonne. C'est un choix pour lui montrer que sa place n'est pas acquise dans l'équipe. C'était un message pour l'équipe. Dans ce club, tout le monde doit se battre pour gagner sa place. Il a été très bien accepté dans le groupe. Tout le monde l'apprécie et je crois qu'il aime tout ce qu'il a trouvé ici. Tout est positif", a tout de même précisé le Portugais face à la presse. Pour rappel, les Spurs ont encaissé trois buts en l'espace de 12 minutes (82e à 90+4e) pour concéder ce nul.



RAMOS INCERTAIN POUR LE SHAKHTAR

Touché au genou contre Cadix (0-1) samedi en Liga, le défenseur central du Real Madrid Sergio Ramos (34 ans, 5 matchs et 1 but en Liga cette saison) a été rassuré par les examens, qui n'ont révélé aucune blessure grave. Mais à cinq jours du Clásico contre le FC Barcelone samedi en championnat, son entraîneur Zinedine Zidane ne compte prendre aucun risque. Nos confrères du média Goal le confirment et estiment qu'il paraît peu probable de voir le capitaine merengue tenir sa place lors de la première journée de Ligue des Champions contre le Shakhtar Donetsk mercredi (21h). Affaire à suivre.

GUARDIOLA FAIT LE POINT SUR LA PROLONGATION D'AGÜERO

L'entraîneur de Manchester City, Josep Guardiola, s'est exprimé en conférence de presse sur la prolongation du contrat de Sergio Agüero. Alors que le bail de l'attaquant argentin court jusqu'en juin prochain, le technicien espagnol a prévenu que le footballeur de 32 ans devra prouver qu'il mérite de se voir proposer un nouveau bail. "Sergio doit maintenant montrer, comme chacun d'entre nous, qu'il mérite de continuer ici, continuer à bien jouer, marquer des buts et gagner des matches, et après cela le club et moi déciderons. Mais s'il joue à son niveau, nous n'avons aucun doute qu'il reste un joueur jusqu'à ce qu'il décide, car il est unique.

Il est important pour nous, nos fans et tout le monde." Remis d'une blessure au genou, le natif de Buenos Aires a fait samedi son retour à la compétition lors de la victoire contre Arsenal (1-0, 5e journée de Premier League).

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Directeur général,
responsable de la publication
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction
A. CHERBAL

Publicité : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger
TÉL. : 023.38.47.97 / 023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Redaction Administration
«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger
TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

RÉSERVES DE CHANGE

Baisse prévisionnelle à moins de 47 milliards de dollars en 2021

Le projet de loi de finances 2021 présenté, lundi, devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), prévoit une baisse des réserves de change à moins de 47 MDS/USD en 2021, avant une reprise progressive lors des deux années suivantes. Selon un exposé sur le projet de loi de finances du ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane, présenté en son nom par le ministre des Relations avec le Parlement, Besma Azouar, le niveau des réserves de change atteindra 46,84 MDS/USD soit près



de 16,2 mois d'importations de marchandises et de services hors facteurs de production. Cette situation interviendra suite à l'amélioration prévue dans

le déficit de la balance des paiements qui devrait atteindre -3,6 MDS en 2021. Néanmoins, le niveau des réserves de change connaîtra une hausse pro-

gressive en 2022 (47,53 MDS/USD) et en 2023 (50,02 MDS/USD) grâce à l'exécution prévue pour ces deux années, ajoute le ministre des Finances.

APN

Le PLF 2021 propose la clôture de 38 comptes d'affectation spéciale

Le projet de loi de finances (PLF) 2021 présenté, lundi, devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) propose la clôture de 38 comptes d'affectation spéciale, et ce dans le cadre de la réhabilitation des principes budgétaires publics. "Cette mesure vise à améliorer et à conférer davantage de transparence à la gouvernance financière

publique à travers la réhabilitation des principes budgétaires", a précisé le ministre des Relations avec le Parlement, Besma Azouar dans un exposé présenté au nom du ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane. Selon l'exposé du ministre des Finances, la mise en place de ce type de gestion vise principalement à financer des opérations à caractère spécial, cyclique

et limité dans le temps. "Cependant, au fil du temps, ce mécanisme est devenu un outil de financement permanent, ce qui a rendu difficile le contrôle des dépenses publiques", a-t-il expliqué. La multiplication des comptes d'affectation spéciale a entraîné une mobilisation inefficace des ressources budgétaires, a ajouté le ministre.

RÉFÉRENDUM CONSTITUTIONNEL Talaie El Hourriyet décide de participer et appelle ses militants à faire prévaloir l'intérêt du pays

Le Parti Talaie El Hourriyet a décidé de participer au référendum sur l'amendement de la constitution et appelé ses militants à "se fier à leur conscience lors du vote, tout en faisant prévaloir l'intérêt suprême du pays". Dans un communiqué sanctionnant la récente réunion de son bureau politique tenue dans le cadre de sa session ouverte, le Parti a indiqué: "à la lumière des consultations menées à distance par le Parti ayant concerné les structures et les militants de la base du parti, une tendance générale en faveur de la participation au référendum sur la révision constitutionnelle s'est avérée, avec une opinion relative favorable à l'amendement constitutionnel". En conséquence, ajoute le communiqué, le Parti a décidé "d'interagir positivement avec la participation au référendum sur l'amendement de la constitution, d'appeler les militants à se rendre aux urnes et à se fier à leur conscience lors du vote, tout en faisant prévaloir l'intérêt suprême du pays". Dans le même

cadre, le communiqué précise que "le Parti Talaie El Hourriyet a reporté l'annonce de sa position concernant le référendum sur le projet de l'amendement constitutionnel au ser congrès du parti qui devait se tenir les 9 et 10 octobre 2020, lequel avait été reporté à une date ultérieure pour des raisons impérieuses indépendantes de la volonté du parti". "Suite à l'impossibilité de tenir le congrès à la date prévue et compte tenu de la situation sanitaire que traverse le pays due à l'épidémie du nouveau Coronavirus, il a été décidé de mener une consultation à distance englobant les militants de la base du parti pour déterminer sa position sur le référendum concernant le projet d'amendement constitutionnel soumis", explique le Parti. "Le Parti avait émis ses observations et propositions sur la mouture de l'avant-projet de l'amendement constitutionnel dans une note adressée à la Présidence de la République, le 4 juillet 2020", rappelle le communiqué.

SAHARA OCCIDENTAL

"Le mur, la blessure du Sahara" s'invite au Festival du film de Lugano

Le Sahara occidental a été au rendez-vous du Festival du film des droits humains de Lugano (Suisse) avec le court-métrage "Le mur, la blessure du Sahara" qui retracer le vécu dramatique du peuple sahraoui sous l'occupation marocaine depuis plus de 40 ans.

Réalisé par Gilberto Mastromatteo, journaliste italien, en collaboration avec Fiorella Bondoni, réalisatrice italienne, le film-documentaire intitulé "Le mur, la blessure du Sahara", a été produit par l'association de solidarité avec le peuple sahraoui, Ben Slout Larbi de Sesto Fiorentino, (ville italienne) sous le parrainage de l'ONG Amnesty International. Ce travail cinématographique qui vise à établir une description minutieuse des souffrances du peuple sahraoui dans les territoires occupés, a été présenté samedi au cinéma Plaza de Mendrisio (Suisse) dans le

cadre du Festival du film des droits humains de Lugano.

Le court-métrage qui raconte le drame des populations sahraoui, sera présenté également lors d'autres manifestations à travers le monde, a fait savoir le réalisateur. Dans une courte entrevue accordée au quotidien italien Corriere Adriatico, Mastromatteo a présenté la genèse du conflit du Sahara occidental et un récapitulatif des efforts consentis par la communauté internationale en vue de permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination.

Le Sahara occidental est un territoire colonisé jusqu'en 1975 par l'Espagne qui quitte cette colonie après la mort du président Francisco Franco.

La même année, le Sahara occidental subit l'invasion militaire illégale du Maroc. Suite à

cela, certains Sahraouis, des milliers, ont dû fuir pour se réfugier dans des camps de réfugiés, d'autres y sont restés pour lutter contre la domination marocaine. En 1991, le Front Polisario, représentant légitime du peuple sahraoui, et le Maroc ont signé un accord de cessez-le-feu voulu par les Nations-Unies, préalable à un référendum d'autodétermination qui n'a pas encore eu lieu. Dans cette entrevue, le réalisateur a souligné, par ailleurs, que la question sahraouie a atteint un degré de gravité en 1980 lorsque les autorités avaient décidé d'ériger "Un mur de sable de 2720 km de long, qui n'est dépassé en longueur que par la Grande Muraille de Chine". Et autour du mur, elles placent plus de 5 millions de mines antipersonnel et antichar. "le plus grand champ de mines du monde". Par la même occasion, le réalisateur a évoqué

aussi la question des prisonniers politiques sahraouis, les principaux leaders du camp de la liberté de Gdeim Izik, un camp érigé à Laayoune occupée entre octobre et novembre 2010 en faveur de l'autodétermination du Sahara occidental que les autorités marocaines ont démantelé dans la répression et le sang. C'est à la suite de ces événements que le journaliste italien a décidé de militer en faveur de la question sahraouie, a-t-il confié. En tentant de s'approcher du Mur de la Honte, pour les besoins du film, le journaliste est expulsé des territoires occupés en 2013. "Les autorités marocaines m'ont embarqué dans une voiture et je suis parti", a-t-il dit, affirmant que le même sort est réservé à quiconque qui tente de témoigner du sort des Sahraouis. "Même des membres du Parlement européen n'ont pas échappé à ces mesures", a-t-il dit.

PROCÈS EN APPEL D'ALI HADDAD

Le Procureur général requiert le durcissement des peines contre les principaux accusés

Le Procureur général près la Cour d'Alger a requis dimanche "le durcissement des peines" à l'encontre des principaux accusés dans l'affaire d'Ali Haddad, condamné en première instance à une peine de 18 ans de prison ferme assortie d'une amende de 8 millions de dinars pour des chefs d'inculpation liés à la corruption. Après un procès en appel qui a duré six (6) jours dans l'affaire où sont poursuivis également nombre de responsables, dont les deux anciens Pre-

miers ministres Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal condamnés à des peines de 12 ans de prison assorties d'une amende d'un million Da, le Procureur général a requis "le durcissement des peines" contre les principaux accusés et la confiscation de tous leurs biens. Outre Ali Haddad et les deux anciens Premiers ministres, il s'agit également des anciens ministres des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaalane, Boudjemaa Talai, Ammar Ghoul,

Abdelkader Kadi et Amara Benyounes. Le représentant du parquet a également remis le durcissement des peines à l'encontre de l'ancien ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesslem Bouchouareb (en état de fuite), des anciens walis d'El Bayadh, Abdelilah Benmansour et d'Annaba, Mohammed Slamani, et des cinq (5) frères d'Ali Haddad. Le Procureur général a requis, par ailleurs, la confirmation du jugement rendu en première instance condamnant

les deux anciens ministres de l'Industrie, Mehjdoub Bedda et Youcef Yousfi, à 2 ans de prison ferme assortis d'une amende de 500.000 DA chacun. Juillet dernier, le tribunal de Sidi M'hamed a prononcé des peines de 5 ans de prison ferme à l'encontre des anciens ministres Boudjemaa Talai, Amara Benyounes et Abdelkader Kadi, et de 10 ans de prison ferme à l'encontre d'Ammar Ghoul. La même juridiction a condamné les frères d'Ali Haddad à 4 ans de prison ferme as-

sortis d'une amende de 8 millions DA chacun, tandis que les deux anciens walis ont écopé de deux ans de prison ferme. Les accusés sont poursuivis dans des affaires liées à la corruption, notamment pour blanchiment d'argent, incitation d'agents publics à conclure des marchés publics en violation de la législation, abus de fonction, financement occulte d'un parti politique et conflit d'intérêts.